

N. 97

SEANCE DE L'APRES-MIDI — NAMIDDAGVERGADERING

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

M. Cardoen, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Cardoen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 15 heures.
De vergadering wordt geopend om 15 uur.

CONGES — VERLOF

MM. Bock, Boël, pour d'autres devoirs; Desutter et Verschuere, en mission à l'étranger; Mathot, à l'étranger, et Van Wallegem, malade, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Bock, Boël, wegens andere plichten; Desutter en Verschuere, met opdracht in het buitenland; Mathot, in het buitenland, en Van Wallegem, ziek.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

MEDEDELINGEN — COMMUNICATIONS

Arbitragehof — Cour d'arbitrage

De Voorzitter. — Met toepassing van artikel 77 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft de griffier van het Arbitragehof kennis aan de Senaat van de verwijzingsbeslissingen betreffende de prejudiciële vragen gesteld door de Arbeidsrechtbank te Charleroi bij vonnissen van 22 april 1993 in zake Oulal Ali en Pio d'Amico tegen de Rijksdienst voor pensioenen (rolnummers 542 en 543).

En application de l'article 77 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie au Sénat les décisions de renvoi concernant les questions préjudicielles posées par le Tribunal du travail de Charleroi par jugements du 22 avril 1993 en cause de Oulal Ali et Pio d'Amico contre l'Office national des pensions (numéros du rôle 542 et 543).

Met toepassing van artikel 113 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft de griffier van het Arbitragehof kennis aan de Voorzitter van de Senaat van de volgende op 19 mei 1993 uitgesproken arresten:

1. Het arrest nr. 37/93 in zake:

— De prejudiciële vraag gesteld door de Raad van State, afdeling administratie, bij arrest van 13 december 1991 in zake de VZW Nationale Federatie der unies van de middenstand tegen de Belgische Staat, het ACV, het ABVV, het ALVV en het VBO;

— Het beroep tot vernietiging van artikel 107 van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, ingesteld door de vereniging zonder winstoogmerk Nationale Federatie der unies van de middenstand (rolnummers 365 en 380);

En application de l'article 113 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie au Président du Sénat les arrêts ci-après rendus le 19 mai 1993:

1. L'arrêt n° 37/93 en cause:

— De la question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat, section d'administration, par arrêt du 13 décembre 1991 en cause de l'ASBL Fédération nationale des unions de classes moyennes contre l'Etat belge, la CSC, la FGTB, la CGSLB et la FEB;

— Du recours en annulation de l'article 107 de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses introduit par l'association sans but lucratif Fédération nationale des unions de classes moyennes (numéros du rôle 365 et 380);

2. Het arrest nr. 39/93 in zake de prejudiciële vraag gesteld door het Hof van cassatie bij arrest van 6 april 1992 in zake Hugues Jacquemin (rolnummer 412).

2. L'arrêt n° 39/93 en cause de la question préjudicielle posée par la Cour de cassation par arrêt du 6 avril 1992 en cause de Hugues Jacquemin (numéro du rôle 412).

— Voor kennisgeving aangenomen.

Pris pour notification.

Administratieve begroting — Budget administratif

De Voorzitter. — Overeenkomstig de artikelen 15 en 22 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, samengeordend op 17 juli 1991, heeft de Regering, tengevolge van herverdelingen der basisallocaties voor het begrotingsjaar 1991, de gewijzigde administratieve begroting van de Diensten van de Eerste minister van het begrotingsjaar 1991 aan de wetgevende vergaderingen overgezonden.

En exécution des articles 15 et 22 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le Gouvernement a transmis aux assemblées législatives, par suite de redistributions d'allocations de base de l'année budgétaire 1991, le budget administratif modifié des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1991.

— Verwezen naar de commissie voor de Financien (kredieten: Eerste minister) en naar de commissie voor het Onderwijs en de Wetenschap (kredieten: Wetenschapsbeleid).

Renvoi à la commission des Finances (crédits: Premier ministre) et à la commission de l'Enseignement et de la Science (crédits: Politique scientifique).

VOORSTELLEN — PROPOSITIONS

Inoverwegingneming — Prise en considération

De Voorzitter. — Aan de orde is thans de bespreking over de inoverwegingneming van voorstellen.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de propositions.

U hebt de lijst ontvangen van de verschillende in overweging te nemen voorstellen met opgave van de commissies waarnaar het Bureau van plan is ze te verwijzen.

Vous avez reçu la liste des différentes propositions à prendre en considération, avec indication des commissions auxquelles le Bureau envisage de les renvoyer.

Leden die opmerkingen mochten hebben, gelieven mij die vóór het einde van de vergadering te doen kennen.

Je prie les membres qui auraient des observations à formuler, de me les faire connaître avant la fin de la séance.

Tenzij er afwijkende suggesties zijn, zal ik beschouwen dat die voorstellen in overweging zijn genomen en verwezen naar de commissies die door het Bureau zijn aangeduid.

Sauf suggestions divergentes, je considérerai les propositions comme prises en considération et renvoyées aux commissions indiquées par le Bureau.

QUESTION ORALE DE M. D'HONDT AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES SUR « LA DECEPTION SUSCITEE PAR L'ELECTRIFICATION DE LA LIAISON FERROVIAIRE TOURNAI-LILLE »

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER D'HONDT AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN VERKEERSWEZEN EN OVERHEIDSBEDRIJVEN OVER « DE ONTGOOCHELING NA DE ELEKTRIFICATIE VAN DE SPOORLIJN DOORNIK-RIJSEL »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale de M. D'hondt au Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques sur « la déception suscitée par l'électrification de la liaison ferroviaire Tournai-Lille ».

La parole est à M. D'hondt.

M. D'hondt. — Monsieur le Président, le lundi 24 mai aurait dû être un jour de fête à Tournai, où se déroulait l'inauguration de la nouvelle ligne électrifiée Tournai-Lille, attendue depuis des décennies. Comme vous avez pu vous en rendre compte, monsieur le ministre, il n'en fut rien, tant la déception était grande, eu égard aux spécificités du schéma d'exploitation proposé par la SNCB et la SNCF.

Les responsables politiques, économiques et sociaux du Hainaut occidental sont unanimes à regretter les failles de cette nouvelle réalisation, qui a néanmoins le mérite d'exister et qui a exigé des investissements de plus de 800 millions. En effet, les promesses antérieures de ministres nationaux et régionaux de réaliser cette liaison à 160 kilomètres à l'heure et en liaison performante avec la dorsale wallonne ne sont pas tenues, loin s'en faut, alors qu'elles étaient considérées comme une compensation aux nuisances du passage du TGV; le temps moyen du parcours passé de 32 à 26 minutes, soit un gain de six minutes pour un trajet de quelque 24 kilomètres: l'amélioration est dérisoire face au coût; les navettes ne sont pas cadencées et les correspondances ne sont pas assurées: pour le sens Lille-Tournai-Bruxelles, trois trains bénéficient d'une correspondance optimale, alors que cinq autres sont sanctionnés d'une attente d'environ 55 minutes à Tournai.

Pour cette faible distance, l'aller simple en seconde classe coûte 210 francs: ce tarif prohibitif ne rend pas la ligne nouvelle attractive pour la clientèle.

Au-delà des arguments techniques avancés par la SNCB, nous attendons une explication claire quant aux améliorations réclamées d'urgence par la population du Hainaut occidental.

M. le Président. — La parole est à M. Coëme, Vice-Premier ministre.

M. Coëme, Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques. — Monsieur le Président, je tiens d'abord à souligner qu'en décembre 1990, les ministres des Communications de France et de Belgique ont conclu un accord au sujet de l'électrification du tronçon de ligne Tournai-Lille.

Dans cet accord, les deux pays étaient convenus d'opter pour une vitesse de 120 kilomètres à l'heure. Il était en effet observé que le coût du relèvement de vitesse à 160 kilomètres à l'heure par rapport à 120 kilomètres à l'heure était sans commune mesure avec le gain de temps attendu. Le temps de parcours moyen actuel représente un gain de l'ordre de 20 p.c. par rapport au temps de parcours moyen précédent.

En Belgique, outre l'électrification proprement dite, d'importants travaux de modernisation ont été entrepris sur la section Tournai-Blandain frontière. C'est ainsi que les installations de voies ont subi une modernisation complète. Dans cette optique, les rails et les traverses existants ont été remplacés par des traverses en béton supportant de longs rails soudés.

A cette occasion, la plate-forme des voies a été drainée et légèrement élargie, permettant d'aménager des pistes le long de celles-ci ainsi que la pose d'un caniveau à câbles pour les installations de signalisation et de télécommunications.

S'il le permet, je communiquerai à l'honorable membre la réponse détaillée que j'ai sous les yeux et qui, manifestement, dépasse le cadre d'une réponse à une question orale.

Certaines insatisfactions se sont effectivement fait jour au sujet des nouveaux horaires et il faudra poursuivre la recherche de solutions à ce propos, en collaboration avec la SNCF. Cependant, je crois nécessaire d'apporter les explications techniques qui expliquent le schéma actuel d'exploitation.

Les navettes Tournai-Lille ne sont pas cadencées car leur acceptation sur le réseau français est soumise à de nombreuses contraintes propres à la SNCF: aux heures de pointe, priorité absolue est donnée aux besoins de la desserte suburbaine de Lille; aux heures creuses de matinée et d'après-midi, une coupure de 90 minutes est imposée pour permettre l'entretien des voies; les correspondances avec les TGV Paris-Lille non cadencées ne peuvent être assurées que par des navettes également non cadencées.

A cela, s'ajoutent les contraintes d'exploitation du côté belge. Je pense en premier lieu à la difficulté de dégager du matériel bicourant — encore que la récente commande par la SNCB réponde à ce problème — et ensuite, à l'augmentation des temps de parcours de quatre minutes entre Bruxelles et Tournai du fait des travaux du TGV programmés entre Bruxelles et Hal.

La qualité des correspondances entre les navettes Lille-Tournai et l'IC Tournai-Bruxelles doit s'apprécier à la lumière des contraintes précitées. De plus, la SNCB doit dégager les sillons nécessaires à la circulation des TGV trans-Manche dans son canevas cadencé.

Il résulte donc de cet ensemble de contraintes un certain nombre de correspondances moins favorables et, notamment, dans le sens Lille-Ath où l'on relève un flux de clientèle moyen de cinq voyageurs par jour.

J'en viens au problème de l'attrait des tarifs.

Le coût de l'aller simple entre Tournai et Lille résulte de l'addition des prix « courte distance » sur le réseau SNCB et le réseau SNCF.

Compte tenu du fait que dans la structure tarifaire actuelle, le prix unitaire pour les courtes distances est supérieur au prix unitaire des distances moyennes et longues, la SNCB a entamé des négociations avec la SNCF pour instaurer un régime de tarification transfrontalière plus intéressant pour les voyageurs.

Je brosserai à présent une rapide comparaison entre la situation actuelle et celle qui prévalait avant le 23 mai 1993.

Avant son électrification, la relation Tournai-Lille voyait circuler onze trains dans chaque sens.

Depuis sa mise en service électrifiée, vingt-neuf trains la parcourent quotidiennement.

Le temps moyen de parcours est passé de trente-deux à vingt-six minutes; on enregistre donc un gain de six minutes pour un trajet de quelque vingt kilomètres, certains trains effectuant même la relation en vingt minutes seulement.

Sur les vingt-neuf relations Tournai-Lille, vingt-huit sont en phase avec la dorsale wallonne, soit sept de plus qu'auparavant, avec un temps moyen d'attente de douze minutes; vingt-trois le sont avec Bruxelles contre vingt et une précédemment.

En ce qui concerne les relations au départ de Tournai vers Paris, je me bornerai à souligner que le temps de parcours est réduit d'une bonne heure en moyenne.

Tout cela met clairement en évidence qu'en dépit des difficultés exposées, les efforts de la SNCB ont porté à la fois sur les correspondances à Tournai avec la dorsale wallonne et, à Lille, avec le TGV, tout en recherchant le meilleur service possible sur la relation Bruxelles-Lille qui concerne en moyenne une centaine de voyageurs par jour.

Telle est la situation actuelle. Que peut-on attendre d'ici septembre prochain ?

A cette date, l'offre TGV Nord entre Lille et Paris sera plus performante encore : des TGV supplémentaires seront mis en circulation et le temps de parcours sera réduit d'une heure vingt minutes à une heure. Dans cette perspective, les relations Tournai-Lille devront être optimisées pour mieux assurer la liaison Bruxelles-Lille-Paris. Certaines pistes ont déjà été tracées dans ce sens par la SNCB. Elles devront faire l'objet d'une concertation avec la SNCF.

En ce qui concerne la dorsale wallonne, grâce à un temps de parcours d'une heure entre Lille et Paris, la zone d'attractivité de Lille en tant que pôle TGV s'accroît pour couvrir la région de Mons. Dans ces conditions, la SNCB fera circuler, dès septembre prochain, quelques trains directs non cadencés Mons-Lille, via la dorsale wallonne et Tournai.

Les horaires Paris-Lille n'étant pas encore connus avec exactitude, il est impossible de définir dès à présent quelles sont les relations de ce type qui pourraient être mises en service. Compte tenu de leurs coûts mais aussi des relations classiques Bruxelles-Paris, leur nombre sera forcément limité mais elles auront l'avantage de permettre une liaison entre Mons et Paris, via Lille, en un temps de l'ordre de deux heures.

En fonction de l'intérêt pour cette relation, il faudra, dès 1994, se poser également la question de l'opportunité de pénétrer plus avant sur la dorsale wallonne afin d'assurer une liaison directe vers Lille pour se rendre à Londres.

De plus, dès la mise en service des TGV trans-Manche, des relations directes Lille-Bruxelles, via la ligne 94, seront offertes à la clientèle, ce qui améliorera substantiellement le service. Les améliorations recherchées et voulues par la SNCB seront mises en place au fur et à mesure de la levée des contraintes qui viennent d'être rappelées.

M. le Président. — La parole est à M. D'hondt pour une réplique.

M. D'hondt. — Monsieur le Président, je remercie le Vice-Premier ministre de sa réponse et des nombreuses précisions intéressantes qu'il a formulées.

J'ai constaté personnellement que la vitesse était de l'ordre de 60 kilomètres par heure et était donc assez éloignée de celle que l'on peut exiger pour une ligne internationale électrifiée.

En ce qui concerne les améliorations, nous prenons note des promesses du ministre et comptons sur la diligence de la SNCB pour qu'elles soient concrétisées dans les prochains mois.

Nous espérons également que les tarifs seront sensiblement améliorés d'ici le mois de septembre, date du renouvellement des horaires. En effet, M. le ministre fait état de certaines statistiques relatives au nombre de voyageurs, mais comment ce nombre pourrait-il augmenter de façon significative alors que les tarifs sont si peu intéressants ?

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DE CROO AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN VERKEERSWEZEN EN OVERHEIDSBEDRIJVEN OVER «DE TOEPASSING VAN DE EG-RICHTLIJN 1991/440 AANGAANDE DE ONTWIKKELING VAN DE SPOORWEGEN IN DE GEMEENSCHAP»

QUESTION ORALE DE M. DE CROO AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES SUR «L'APPLICATION DE LA DIRECTIVE CE 1991/440 RELATIVE AU DEVELOPPEMENT DES CHEMINS DE FER DANS LA COMMUNAUTE»

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer De Croo aan de Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven over «de toepassing van de EG-richtlijn 1991/440 aangaande de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap».

Het woord is aan de heer De Croo.

De heer De Croo. — Mijnheer de Voorzitter, mijn vraag heeft betrekking op de fameuze EG-richtlijn 1991/440 inzake de spoorwegen, die in principe van toepassing is sinds 1 januari van dit jaar. Mag ik van de minister vernemen wat hij reeds heeft gedaan om de Belgische wetgeving in overeenstemming te brengen met de aangehaalde richtlijn ?

Naar het mij voorkomt, is de wet van 21 maart 1991 betreffende de zogenaamde overheidsbedrijven ter zake voorbijgestreefd en dient deze dan ook, zeker wat de spoorwegen betreft, te worden vervangen door een nieuwe wet die de twee basisprincipes van de EG-richtlijn vertaalt. Dat zijn: ten eerste, scheiding tussen infrastructuur en het gebruik van de infrastructuur en ten tweede, de liberalisering van de spoorwegsector door derden tot het spoorwegnet toe te laten.

Ik wil de minister hierover volgende vragen stellen.

Hoe kan de NMBS de minister waarborgen dat de rekeningen van infrastructuur en exploitatie effectief zullen worden gescheiden en dat er geen verdoken kruissubsidie meer kan plaatsvinden tussen de aanleg enerzijds en het onderhoud anderzijds ?

Worden in het kader van de EG-liberaliseringspolitiek alle kandidaat spoorwegmaatschappijen toegelaten zonder andere beperkingen dan waarborgen inzake veiligheid, beroepskennis en financiële draagkracht ?

Volgens welke principes zal een vergoeding voor het gebruik van de infrastructuur worden vastgelegd ?

De Voorzitter. — Het woord is aan de Vice-Eerste minister Coëme.

De heer Coëme, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven. — Mijnheer de Voorzitter, artikel 27 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt dat deze bedrijven moeten opmaken voor de activiteiten die verband houden met de taken van openbare dienstverlening enerzijds en de activiteiten die verband houden met andere taken anderzijds. De NMBS moet derhalve voor de bedrijfsactiviteiten van 1993 en later een onderscheid maken tussen de bedrijfsresultaten die voortkomen uit het verwerven, de aanleg, het onderhoud, het beheer en de exploitatie van de infrastructuur, het binnenlands

vervoer van de reizigers met treinen van de gewone dienst enerzijds en de bedrijfsresultaten die verband houden met haar andere activiteiten anderzijds.

In overeenstemming met de richtlijn 91/440 zal de boekhouding van de activiteiten inzake de exploitatie van de vervoerdiensten gescheiden worden van deze van de activiteiten betreffende het beheer van de spoorweginfrastructuur.

Deze richtlijn bepaalt dat iedere privaatrechtelijke of publiekrechtelijke onderneming waarvan de voornaamste activiteit bestaat in het leveren van spoorwegvervoerdiensten, en die zelf voor de nodige aandrijving zorgt, toegang tot de spoorweginfrastructuur moet krijgen. Om dit toegangsrecht te bekomen zal het bedrijf, op basis van objectieve criteria, bepaalde waarborgen moeten leveren. Bovendien moeten de materiële toegangsmogelijkheden aanwezig zijn.

De elementen waarmee rekening kan worden gehouden bij de concrete berekening van de gebruiksvergoeding worden vermeld in artikel 8 van de richtlijn 91/440. Tot nu toe werd echter in geen enkele lidstaat van de Europese Gemeenschap bepaald volgens welke principes die vergoeding uiteindelijk zal worden vastgesteld. Het is duidelijk dat bij de definitieve toewijzing alleen met deze elementen rekening zal worden gehouden.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Croo voor een repliek.

De heer De Croo. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de Vice-Eerste minister voor zijn antwoord, dat ik verder zal onderzoeken. Ik heb echter nog enkele opmerkingen.

Ik hoor ten eerste dat er voor de spoorwegen een onderscheid wordt gemaakt tussen openbare en andere diensten. Dat speelt geen rol voor het Europese directief, die exploitatie onderscheidt van infrastructuur.

Ten tweede hoor ik de Vice-Eerste minister antwoorden dat deze vergoeding zal worden toegekend aan maatschappijen die het spoorwegvervoer als voornaamste activiteit hebben. Mijns inziens wijkt dit af van het directief. Ik zal ook dit natrekken.

Ten derde kan ik begrijpen dat men criteria zoekt om de vergoedingen gelijk te schakelen aangezien het spoorwegvervoer, per definitie althans, grensoverschrijdend is. Ik heb echter niet gehoord of de wet van 21 maart 1991 zal worden aangepast. Misschien kan ik hierop nog een antwoord krijgen?

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER M. MAERTENS AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN VERKEERSWEZEN EN OVERHEIDSBEDRIJVEN OVER « DE LEADING SUCCESS DRIVERS »

QUESTION ORALE DE M. M. MAERTENS AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES SUR « LES LEADING SUCCESS DRIVERS »

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer Michel Maertens aan de Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven over « de *leading success drivers* ».

Het woord is aan de heer Michel Maertens.

De heer M. Maertens. — Mijnheer de Voorzitter, op 18 maart jongstleden gaf een journalist in de televisie-uitzending Horen en Zien op BRTN een uiteenzetting over de zogenaamde *leading success drivers*, een Amerikaanse methode voor autorijlessen. Het blijkt dat er zich in de meeste grote steden van België — die ook bij naam werden genoemd — en straks ook in de kleinere provinciesteden een net ontwikkelt van illegale instructeurs die jongeren rijtechnieken van agressief rijgedrag aanleren. In de uitzending werden dergelijke rijlessen gereconstrueerd.

Het rijgedrag dat op die manier wordt aangeleerd, staat haaks op de voorschriften en acties van de Hoge Raad voor de verkeersveiligheid en Via Secura en vormt een ernstige bedreiging voor het leven van de zwakke weggebruikers, de fietsers en de voetgangers.

Ik heb de Vice-Eerste minister daarover trouwens in de commissievergadering van 19 mei reeds geïnformeerd, naar aanleiding van de bespreking van ons wetsvoorstel over de snelheidswedstrijden op de openbare weg.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, kent u dit probleem en zo ja, hebt u het reeds onderzocht en welke zijn de resultaten van dat onderzoek? Op welke wijze kan de opkomst van deze *leading success drivers* worden bestreden?

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Coëme.

De heer Coëme, Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven. — Mijnheer de Voorzitter, ik kan, in antwoord op de vraag van de heer Michel Maertens, mededelen dat men in geen enkele dienst van mijn kabinet op de hoogte is van het verschijnsel van de *leasing success drivers*.

Ik herinner er eerst aan dat de instructeurs van rijsscholen slechts na het slagen in een streng examen door mij worden erkend. Gedragingen die aanzetten tot een agressief rijgedrag kunnen zich slechts voordoen buiten het officiële kader van de reglementering op de rijsscholen. Zij lijken dus uit te gaan van passagiers die de bestuurders tot een agressief rijgedrag aanzetten.

Artikel 10, 4^o, van de wegcode verbiedt uitdrukkelijk een bestuurder ertoe aan te zetten aan een overdreven snelheid te rijden of hem hiertoe uit te dagen.

Deze beschikking maakt het de rechterlijke overheden dus mogelijk het door het geachte lid aangehaalde rijgedrag te beteugelen. Indien de informatie waarvan sprake juist blijkt te zijn, is het duidelijk dat deze methode ingaat tegen het begrip « defensief rijden », dat momenteel wordt aanbevolen bij de rijopleiding en is het evident dat ik in het kader van mijn bevoegdheden strenge maatregelen zal treffen om dit tegen te gaan.

Tout récemment, en prévision de la réponse que j'entendais fournir à cette question, j'ai pu, avec le concours de l'Institut belge de sécurité routière, recueillir des éléments d'information sur un reportage présenté par la BRTN. Ce document télévisé, simulant un phénomène d'apprentissage pirate de la conduite agressive dans notre pays, avait été diffusé au cours de l'émission *Hemel en Aarde*, le 18 mai dernier. Avec réticence, les responsables de l'émission ont reconnu que ce reportage était, en fait, ce qu'ils appellent un « docu dram » — documentaire dramatique — réalisé avec le concours d'acteurs occasionnels et de la police d'Aarschot notamment. Les faits sont donc purement fictifs et reposeraient sur des événements qui se sont déroulés aux Etats-Unis. Les responsables de l'émission prétendent vouloir éviter ainsi la propagation de ce phénomène en Europe.

La manière dont vous avez posé votre question, tant en commission qu'en séance publique, semble démontrer que l'émission aurait plutôt un effet inverse et relèverait de ce que je qualifierai de supercherie, ce que nous nous devons de dénoncer. J'espère que nous pourrions en atténuer ainsi l'effet négatif. Néanmoins, si ce type d'émission devait cacher une quelconque intention ou anticiper des réalités futures, il appartiendrait aux responsables politiques que nous sommes tous d'y mettre fin le plus rapidement et le plus nettement possible.

QUESTION ORALE DE M. DESMEDT AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL SUR « LA POSSIBILITE D'ETENDRE LE CHAMP D'APPLICATION DE L'ARRETE ROYAL DU 19 JUIN 1987 PERMETTANT AUX CHOMEURS INDEMNISES DEPUIS UN AN D'EXERCER UN TRAVAIL LIMITE »

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DESMEDT AAN DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID OVER « DE MOGELIJKHEID OM EEN RUIJERE TOEPASSING TE GEVEN AAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 19 JUNI 1987 DAT PERSONEN DIE SINDS EEN JAAR UITKERINGSGERECHTIGDE WERKLOZE ZIJN, IN STAAT STELT KLEINE KARWEITJES TE VERRICHTEN »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale de M. Desmedt au ministre de l'Emploi et du Travail sur « la possibilité d'étendre le champ d'application de l'arrêté royal du 19 juin 1987 permettant aux chômeurs indemnisés depuis un an d'exercer un travail limité ».

La parole est à M. Desmedt.

M. Desmedt. — Monsieur le Président, l'arrêté royal du 19 juin 1987 publié au *Moniteur belge* du 1^{er} juillet 1987 permet aux chômeurs indemnisés depuis un an de travailler quelques heures par mois, moyennant une rémunération horaire fixée par les pouvoirs publics.

Ce système fonctionne de façon satisfaisante et concerne des petits travaux. L'utilisateur paie les prestations aux chômeurs et l'organisation est confiée aux agences locales pour l'emploi.

L'intérêt de cette formule, qui ne doit cependant pas installer les demandeurs d'emploi dans un travail partiel et marginal, est d'apporter une alternative au travail non déclaré, de garantir le maintien des droits sociaux et de lutter contre l'oisiveté.

Cependant, diverses améliorations pourraient être apportées au système: suppression du délai d'un an pour y accéder, extension de la formule aux bénéficiaires du minimex, réajustement et indexation de la rémunération horaire qui est actuellement de 160 francs et le remboursement des frais de déplacement au tarif des transports en commun.

Mme le ministre pourrait-elle me faire savoir si elle envisage de modifier l'arrêté royal du 19 juin 1987 dans le sens que je viens de préconiser?

Pareilles modifications n'entraîneraient pas de charges supplémentaires pour les pouvoirs publics et seraient de nature à lutter, dans des cas plus nombreux, contre la marginalisation sociale.

M. le Président. — La parole est à Mme Smet, ministre.

Mme Smet, ministre de l'Emploi et du Travail, chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes. — Monsieur le Président, je confirme la thèse de M. Desmedt selon laquelle le système des agences locales pour l'emploi fonctionne correctement et mérite d'être soutenu.

En 1992, par exemple, 7 443 personnes étaient inscrites en tant que candidates. Deux tiers d'entre elles ont effectivement effectué des prestations pour un nombre total de 1 500 000 heures environ.

Plusieurs de vos propositions, monsieur Desmedt, ont déjà été reprises dans un projet d'arrêté royal ainsi que dans un projet d'arrêté ministériel. A titre d'exemple, je signale que le délai d'un an prévu pour l'accès au système ne sera plus d'application pour les chômeurs complets indemnisés âgés de 50 ans au moins.

Je tiens à maintenir la condition d'un an de chômage afin de préserver le système des ALE dont les travaux se situent dans des « circuits parallèles » pour les plus démunis. Quant aux chômeurs d'une durée de moins de douze mois, ils doivent être incités par d'autres systèmes, comme le plan d'accompagnement.

Le montant de la rémunération horaire passera de 160 francs à 190 francs.

Les projets ont été soumis pour avis au comité de gestion de l'ONEm.

Dès la réception de l'avis, je ne manquerai pas de finaliser la procédure.

Je répondrai aussi brièvement à vos deux autres suggestions.

A propos de l'extension de la formule aux minimexés, plusieurs agences locales et CPAS m'ont déjà demandé de leur permettre d'accéder au système. La question a été examinée. Comme le système des ALE a été incorporé dans la réglementation de chômage en faveur des chômeurs indemnisés, il est juridiquement impossible d'étendre le système à d'autres catégories de personnes, comme par exemple les minimexés.

L'établissement d'un système alternatif devra émaner du ministre compétent pour l'intégration sociale; un premier contact a déjà eu lieu avec le ministre précédent.

En ce qui concerne le remboursement des frais de déplacement, les chômeurs concernés s'inscrivent sur base volontaire dans leur propre commune ou dans une commune voisine. Les prestations sont également effectuées dans ces mêmes communes. Cela implique que les distances vers le lieu de travail ne sont jamais élevées. Il ne me semble donc pas opportun de leur allouer des frais de déplacement, compte tenu d'une augmentation de la rémunération horaire.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER VAN BELLE AAN DE MINISTER VAN FINANCIËN OVER « HET HEFFEN VAN RSZ-BIJDRAGEN OP MEDEWERKERS VAN HET JEUGDVOETBAL EN HET HEFFEN VAN BTW OP DE TRANSFERS VAN VOETBALSPELERS »

QUESTION ORALE DE M. VAN BELLE AU MINISTRE DES FINANCES SUR « LA PERCEPTION DE COTISATION AMI POUR LE PERSONNEL D'ENCADREMENT DES EQUIPES DE JEUNES FOOTBALLEURS ET LA PERCEPTION DE LA TVA SUR LES TRANSFERTS DE FOOTBALLEURS »

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer Van Belle aan de minister van Financiën over « het heffen van RSZ-bijdragen op medewerkers van het jeugdvoetbal en het heffen van BTW op de transfers van voetbalspelers. »

Het woord is aan de heer Van Belle.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, in de pers kon worden vernomen dat de Regering overweegt om de RSZ-bijdrage te heffen op vergoedingen van medewerkers, trainers en begeleiders, die ten dienste staan van het jeugdvoetbal. Een andere geplande maatregel hield in dat de Regering 19,5 pct. BTW zou heffen op transfers van spelers.

Graag vernam ik van de minister of hij deze voorstellen concreter kan toelichten. Welke jaarlijkse opbrengst beoogt hij met het voorstel?

Is de minister van plan deze maatregel in de toekomst ook op medewerkers, trainers en begeleiders van andere sporttakken toe te passen? Welke sporttakken zouden hiervoor in aanmerking kunnen komen?

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Maystadt.

De heer Maystadt, minister van Financiën. — Mijnheer de Voorzitter, door de noodzakelijke aanpassing op 1 januari 1993 van het BTW-Wetboek aan de zesde richtlijn van 17 mei 1977 van de Raad van de Europese Gemeenschappen ten gevolge van de afschaffing, op voornoemd tijdstip, van de fiscale grenzen tussen de lidstaten, werd de draagwijdte van artikel 18 van het BTW-Wetboek uitgebreid omdat als dienst wordt beschouwd, elke handeling die geen levering van een goed is zoals bedoeld in het BTW-Wetboek.

Derhalve is de overeenkomst gesloten tussen voetbalclubs waarbij, hetzij de rechten op een voetballer definitief werden overgedragen, hetzij rechten op een speler tijdelijk worden verleend, met andere woorden de definitieve of tijdelijke transfers, een dienst in de zin van het BTW-Wetboek.

Vermits het belasten met BTW van transfers, zoals reeds gezegd, voortvloeit uit de aanpassing van de BTW-wetgeving aan de zesde EG-richtlijn, is die bepaling algemeen van toepassing en geldt de regel voor alle sporttakken waarbij vrije transfers van spelers worden gerealiseerd. Overigens heeft de bevoegde administratie inmiddels reeds contact gelegd met het BOIC en de voornaamste sportbonden om de aangesloten clubs van de maatregel in kennis te stellen.

Het verplicht belasten met BTW van vrije transfers van spelers heeft geen reële opbrengst voor de Schatkist tot gevolg. De BTW die geheven wordt op de transfervergoeding is immers volgens de gewone regels aftrekbaar in hoofde van de sportclub die als BTW-belastingplichtige is geïdentificeerd en de rechten op de betrokken speler verwerft.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Belle voor een repliek.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de minister voor zijn omstandig antwoord. Toch wil ik er nog op wijzen dat ik weinig heb vernomen over de RSZ-bijdragen.

De heer Maystadt, minister van Financiën. — Dat behoort niet tot mijn bevoegdheid.

De heer Van Belle. — Inderdaad, mijnheer de minister, maar het is belangrijk dat ik het toch even aanhaal, dan kan u mijn vraag aan uw bevoegde collega doorspelen. Men is dus blijkbaar van plan RSZ-bijdragen te innen op de gewone vergoedingen — we spreken dus niet over lonen — van medewerkers van het jeugdvoetbal. Is een dergelijke maatregel verantwoord? Ik denk het niet. Men mag toch niet vergeten dat al deze mensen die zich bezighouden met jeugdvoetbal, dit in hun vrije tijd doen. Zij werken allen overdag en dragen op die manier zelf en via hun werkgever sociale bijdragen bij. Het zou onverantwoord zijn deze mensen, die uit liefde voor de sport willen meewerken, extra te belasten.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Maystadt.

De heer Maystadt, minister van Financiën. — Mijnheer de Voorzitter, ik ben niet bevoegd voor deze materie.

De heer Van Belle. — Wie is dan wel bevoegd, mijnheer de minister?

De heer Maystadt, minister van Financiën. — U zal uw vraag aan de minister van Sociale Zaken moeten stellen, mijnheer Van Belle.

De heer Van Belle. — Ik zal dat bij een volgende gelegenheid zeker doen.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER ERDMAN AAN DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN OVER «UITLATINGEN VAN DE COMMISSARIS-GENERAAL VOOR DE VLUCHTELINGEN MET BETREKKING TOT HET UITWIJZINGSBELEID»

QUESTION ORALE DE M. ERDMAN AU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE SUR «DES DECLARATIONS DU COMMISSAIRE GENERAL AUX REFUGIES CONCERNANT LA POLITIQUE EN MATIERE D'EXPULSION»

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer Erdman aan de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken over «uitlatingen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen met betrekking tot het uitwijzingsbeleid».

De heer Claes, Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken, zal antwoorden namens minister Tobback.

Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, in een interview met de heer Bossuyt, commissaris-generaal voor de vluchtelingen, verschenen in *Humo* van 27 mei 1993, heeft deze de stellingen verdedigd met betrekking tot een «strikt uitwijzingsbeleid», waarbij wordt gesteld dat «illegalen en afgewezen kandidaat politieke vluchtelingen moeten desnoods met charters het land worden uitgezet». Dit zijn termen die geregeld terugkomen in teksten van een politieke partij waarin betrokkene wel een actieve rol speelt. (*Rumoer op de banken van de VLD.*)

Voor zover ik kan nagaan is de commissaris-generaal niet bevoegd voor het uitwijzingsbeleid. Voorts rijst de vraag in hoeverre hij verantwoordelijk is voor standpunten die in genen dele kaderen in het gevoerde regeringsbeleid en zeker niet de inspiratie kunnen uitmaken van een beleid dat wij, uitgaande van de elementaire rechten van de mens, zouden verwerpen als zijnde regelrechte deportatietechnieken. Of is de heer Bossuyt niet meer van oordeel dat de Conventie van Genève een individuele benadering en beoordeling van elk dossier vergt?

Kan de minister mij meedelen en bevestigen dat hij afstand neemt van de uitlatingen van de commissaris-generaal voor het vluchtelingenbeleid? Aan wie is de commissaris-generaal verantwoording verschuldigd voor de bedoelde uitlatingen?

De Voorzitter. — Mijnheer Erdman, er schijnt een misverstand te zijn. Minister Claes is blijkbaar niet in het bezit van het antwoord van minister Tobback.

De heer Erdman. — Dat is niet het eerste misverstand in deze materie, mijnheer de Voorzitter.

Ik meen dat minister Tobback had aangekondigd dat hij in elk geval zou terugkomen.

De Voorzitter. — Ik heb het ook zo begrepen.

De heer Erdman. — Dat zal mij de gelegenheid geven om de vraag voor de tweede keer te stellen en mogelijke reacties op dezelfde banken uit te lokken.

M. le Président. — La parole est à M. de Donnée pour un rappel au Règlement.

M. de Donnée (*rappel au Règlement*). — Monsieur le Président, malgré toute l'estime et l'amitié que j'éprouve pour M. Erdman, je ne puis que constater que son intervention relevait plus d'une interpellation que d'une question orale. Je vous demande, dès lors, de veiller au respect du Règlement en la matière.

M. le Président. — Je suis obligé de vous contredire, monsieur de Donnée. M. Erdman a bien respecté le Règlement.

En effet, en ce qui concerne les questions orales, le Règlement impose que le texte n'excède pas un nombre déterminé de lignes et se termine par une ou plusieurs questions concrètes, conditions remplies par M. Erdman. (*M. Tobback, ministre, entre dans l'hémicycle.*)

M. le ministre étant maintenant à même de répondre à la question de M. Erdman, je cède à nouveau la parole à ce dernier.

Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, in een interview met de heer Bossuyt, Commissaris-generaal voor de vluchtelingen, verschenen in *Humo* van 27 mei 1993, heeft deze de stellingen verdedigd met betrekking tot een «strikt uitwijzingsbeleid», waarbij wordt gesteld dat «illegalen en afgewezen kandidaat politieke vluchtelingen moeten desnoods met charters het land worden uitgezet». Dit zijn termen die geregeld terugkomen in teksten van een politieke partij waarin betrokkene wel een actieve rol speelt.

Voor zover ik kan nagaan is de commissaris-generaal niet bevoegd voor het uitwijzingsbeleid. Voorts rijst de vraag in hoeverre hij verantwoordelijk is voor standpunten die in genen dele kaderen in het gevoerde regeringsbeleid en zeker niet de inspiratie kunnen uitmaken van een beleid dat wij, uitgaande van de elementaire rechten van de mens, zouden verwerpen als zijnde regelrechte deportatietechnieken. Of is de heer Bossuyt niet meer van oordeel dat de Conventie van Genève een individuele benadering en beoordeling van elk dossier vergt?

Kan de minister mij meedelen en bevestigen dat hij afstand neemt van de uitlatingen van de Commissaris-generaal voor het vluchtelingenbeleid? Aan wie is de commissaris-generaal verantwoording verschuldigd voor de bedoelde uitlatingen? Hoe wordt het uitwijzingsbeleid uitgevoerd? Ik kan mij niet indenken dat gegroepeerde uitwijzingen die het charteren van vliegtuigen noodzakelijk maken, zouden worden overwogen.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Tobback.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens op de vragen van de heer Erdman heel duidelijk te antwoorden dat ik geen afstand hoeft te nemen van de uitlatingen van de commissaris-generaal voor de vluchtelingen vermits de commissaris-generaal — en dit is meteen een antwoord op de tweede vraag — volgens zijn statuut van 1987 niemand verantwoording is verschuldigd. De commissaris-generaal is namelijk een onafhankelijke instantie.

Nu heb ik het over zijn uitlatingen in verschillende interviews. Als commissaris-generaal en als hoogleraar in volkerenrecht heeft hij het recht om zijn mening bekend te maken.

De commissaris-generaal dringt aan op een coherent beleid voor het probleem van de asielzoekers en daarin kan ik hem alleen maar biwallen.

In uitvoering van de wetgeving worden instellingen opgericht als het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en de vaste beroepscommissie, en krijgt de Raad van State bepaalde bevoegdheden. Het kan dan toch niet dat wij achteraf zeggen dat het allemaal een zeer mooie intellectuele oefening was, maar dat wij ze niet uitvoeren. Dan staan wij nergens.

Indien de heer Bossuyt wil dat het werk dat hij verricht tot iets dient, kan ik mij voorstellen dat hij aandringt op een verwijderingsbeleid. Men kan dit zo'n belangrijk ambtenaar, die na de jongste verkiezingen trouwens nog meer bevoegdheden ter zake heeft gekregen, toch niet kwalijk nemen. Ik haast mij wel eraan toe te voegen dat het verwijderingsbeleid niet onder zijn bevoegdheid valt, maar onder dat van de Regering.

De discussie over de « charters » vind ik een ongelukkige discussie. Die « charters » werden trouwens door mevrouw Edith Cresson indertijd tot een symbool gemaakt. Uitwijzingen mogen niet gebeuren op grond van een groepstoebehoren. Dat is duidelijk. In een brief bevestigt de commissaris-generaal mij echter voor de zoveelste keer dat dit niet zijn zienswijze is. De wetgever, hierin bijgetreden door het Arbitragehof, bepaalt dat een ieder recht heeft op een individuele behandeling. Dit wil echter niet zeggen dat tien personen die naar een zelfde bestemming moeten worden teruggestuurd, niet op een zelfde vliegtuig mogen worden gezet.

Indien de commissaris-generaal heeft laten uitschijnen dat er een verwijderingsbeleid met « charters » moet worden gevoerd, dan ben ik het niet met hem eens.

Het vierde en het vijfde verslag van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen is in de Senaat nog niet besproken. De commissaris-generaal werd wel ondervraagd bij de bespreking van de wet tot wijziging van de wet van 1980. Ik stel voor dat de commissaris-generaal, al dan niet in mijn bijzijn, ondervraagd wordt over die rapporten door een bevoegde senaatscommissie.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman voor een repliek.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, men kan inderdaad eindeloos discussiëren over de uitlatingen van een belangrijk ambtenaar van een « onafhankelijk organisme » over deze materie. Ik aanvaard de uitnodiging van de minister om een hearing te organiseren, waarop de Senaat deze belangrijke ambtenaar kan wijzen op de inconsequentie van zijn houding in de ogen van de publieke opinie. In een brief aan de minister heeft hij zijn houding misschien wel genuanceerd, maar tijdens een colloquium in Leuven over dezelfde materie enige tijd geleden vertolkte hij volgens *De Standaard* in dezelfde termen die mening waarover sprake in mijn vraag. Hierover zouden wij de heer Bossuyt in de beslotenheid van de commissie kunnen ondervragen.

Ik noteer dat de minister toegegeven heeft dat de heer Bossuyt niet bevoegd is voor het uitwijzingsbeleid. De minister heeft ook onderstreept dat de dossiers individueel moeten worden behandeld en dat hij zeker niet meedoet aan het fetisjisme van deportatietechnieken. De « charters » worden inderdaad gebruikt als symbolen van deportatietechnieken.

Ik heb het volste vertrouwen in de minister, die in de korte tijdsspanne dat hij voor deze materie bevoegd is, reeds veel meer heeft gedaan dan de betrokken diensten die gedurende jaren de zaken hebben laten rotten.

QUESTION ORALE DE M. DE DONNEA AU PREMIER MINISTRE SUR « L'ORGANISATION DE REUNIONS DU CONSEIL DE MINISTRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE EN DEHORS DE BRUXELLES PENDANT LA PRESIDENCE BELGE DE LA COMMUNAUTE »

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DE DONNEA AAN DE EERSTE MINISTER OVER « DE VERGADERINGEN VAN DE RAAD VAN MINISTERS VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP, DIE TIJDENS HET BELGISCHE VOORZITTERSCHAP VAN DE GEMEENSCHAP BUITEN BRUSSEL GEHOUDEN ZOU DEN WORDEN »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale de M. de Donnée au Premier ministre sur « l'organisation de réunions du Conseil de ministres de la Communauté européenne en dehors de Bruxelles pendant la présidence belge de la Communauté ».

La parole est à M. de Donnée.

M. de Donnée. — Monsieur le Président, je regrette que ni le Premier ministre ni le ministre des Affaires étrangères ne puissent être présents puisqu'il s'agit à nouveau, me semble-t-il, d'une question de cohérence au sein du Gouvernement.

Est-il exact, monsieur le ministre de l'Intérieur, que le ministre des Affaires étrangères et le ministre du Commerce extérieur ont décidé d'organiser des réunions du Conseil de ministres de la Communauté européenne dans le Hainaut et dans le Limbourg, notamment pendant la présidence belge de la Communauté ?

Quel sera le coût de cette décentralisation des réunions qui impliquera le déménagement de nombreux fonctionnaires et le dédoublement d'installations existant à Bruxelles et récemment rénovées, notamment au Berlaymont ?

M. le ministre de l'Intérieur n'estime-t-il pas, au moment où Bruxelles s'efforce péniblement d'attirer des sessions du Parlement européen, que la tenue de conseils en dehors de Bruxelles pourrait affecter sa crédibilité en tant que capitale politique de l'Europe ?

Estimez-vous convenable d'effectuer les dépenses liées à cette décentralisation, alors que la situation budgétaire de plus en plus difficile du pays réclame sans cesse de nouveaux sacrifices à nos concitoyens ?

M. le Président. — La parole est à M. Tobbacq, ministre, qui répondra en lieu et place du Premier ministre.

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Monsieur le Président, je vais vous faire la démonstration de la cohérence inébranlable du Gouvernement en répondant au nom du Premier ministre et au nom du ministre des Affaires étrangères.

Toutefois, si vous voulez qu'ils vous fassent personnellement la même réponse, vous devrez vous mettre d'accord avec la Chambre puisque mes deux collègues y sont requis.

Sous la présidence belge, toutes les réunions du Conseil de ministres de la Communauté européenne — y compris le sommet européen — se tiendront à Bruxelles, à l'exception, évidemment, des réunions du mois d'octobre qui se tiennent traditionnellement à Luxembourg.

Selon la tradition aussi, le pays qui a la présidence organise des réunions informelles de ministres, et ce où bon lui semble. Un certain nombre de ces réunions sont prévues sous la présidence belge, notamment celle des ministres des Affaires étrangères au Limbourg et celle des ministres du Commerce extérieur au Hainaut. Un budget de quatre millions de francs belges est prévu pour l'organisation de chacune de ces réunions.

M. le Président. — La parole est à M. de Donnée pour une réplique.

M. de Donnée. — Monsieur le Président, contrairement à ce que vient d'affirmer le ministre de l'Intérieur qui, toutefois, nous donnait simplement lecture du texte préparé par son collègue, je voudrais souligner que d'après le porte-parole du Conseil, cette décentralisation est une véritable nouveauté en ce qui concerne la Belgique. Je précise qu'il s'agit ici d'un communiqué paru dans la presse le 30 avril dernier.

Je tiens également à signaler que, selon la presse, un conseil informel aura lieu non seulement dans le Limbourg, à l'initiative de M. Willy Claes, plus précisément à Alden Biesen, mais que d'autres conseils sont prévus à d'autres endroits. Ainsi, comme l'a concédé M. Tobbacq, M. Urbain organiserait une réunion non pas à Tripoli mais au Grand Hornu. Si M. Moureaux avait formé le projet d'une réunion à Bruxelles, M. Anselme, qui vient de quitter cette enceinte, n'a pas encore eu l'occasion de nous dire s'il choisirait plutôt Namur.

Mme Smet veut tenir une réunion à Bruges, M. Bourgeois à Ostende, ville agricole par excellence, M. Maystadt à Genval et, enfin, M. Wathélet, pour sa part, n'a pas encore pris de décision, mais il pourrait s'agir de Lantin...

J'estime que les explications données par M. Tobbacq ne sont pas convaincantes et qu'il est parfaitement scandaleux de consacrer 4 millions par réunion, pour une demi-douzaine de réunions, au moment où on accable nos concitoyens d'impôts de toutes sortes en raison des difficultés financières de l'Etat. Je persiste à croire que la décentralisation de ces conseils informels en dehors de Bruxelles ne peut que nuire à la crédibilité de Bruxelles en tant que capitale politique de l'Europe.

M. le Président. — La parole est à M. Tobbacq, ministre.

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Monsieur le Président, je tiens à préciser que depuis plus de cinq ans, ce qui est la durée de mon expérience en matière de conseils européens, il y a toujours eu des conseils informels dans tous les pays autres que la Belgique. En effet, je n'ai pas vécu l'expérience d'une présidence belge en tant que membre du Gouvernement. Dans tous les pays auxquels je viens de faire allusion, ces conseils informels ont systématiquement été organisés ailleurs que dans la capitale, tandis que le conseil formel s'est toujours tenu dans la capitale du pays. Ainsi, j'ai assisté dernièrement au Danemark à un conseil informel organisé à Kolding, tandis que hier et avant-hier, j'ai participé au conseil formel tenu à Copenhague. Si j'ai également eu l'occasion d'aller à Séville, d'autres ont eu la chance d'aller à Madère...

M. de Donnée. — Le contribuable appréciera!

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — En l'occurrence, c'était le contribuable portugais qui pouvait apprécier. Pour ce qui concerne notre pays, que l'on se réunisse à Bruxelles ou à Alden Biezen, chaque réunion entraîne des frais. J'estime que l'on exagère l'importance de toute cette question et je soupçonne M. de Donnée, qui est en général un homme de bonne volonté, d'avoir décidé de ne pas se laisser convaincre, quoi que je lui dise.

QUESTION ORALE DE M. DUFOUR AU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE SUR «L'EXPULSION DE DEMANDEURS D'ASILE»

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DUFOUR AAN DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTE-NARENZAKEN OVER «DE UITDRIJVING VAN ASIELZOEKERS»

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale de M. Dufour au ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sur «l'expulsion de demandeurs d'asile».

La parole est à M. Dufour.

M. Dufour. — Monsieur le Président, un certain nombre de demandeurs d'asile se voient déboutés de leur demande sous l'argumentation pure et dure qu'ils n'ont pas respecté les procédures combien complexes de notre pays et de la Communauté européenne, ce qui est très difficile lorsqu'on arrive, par exemple, des pays de l'Est ou de la Turquie. C'est notamment le cas de M. Sayhar Mehmet, expulsé hier matin vers la Turquie, alors que sa sécurité personnelle est de toute évidence menacée dans ce pays. Il a vu ses biens détruits à deux reprises. Je signale au passage qu'à Istanbul, on a découvert que ce monsieur était accompagné par une personne expulsée dont nous ignorons le nom.

Monsieur le ministre, vous n'ignorez sûrement pas le fond du problème: est-il possible pour ces familles kurdes, et demain peut-être zairoises et togolaises, de vivre librement dans leur pays qu'ils ont fui à la suite de répressions policières?

L'actualité nous montre la reprise des activités militaires de l'Etat turc dans le Kurdistan où plus de 200 morts ont été dénombrés en huit jours. La pratique de la langue kurde est actuellement encore interdite dans les écoles du Kurdistan. Ceci prouve que la vie ne sera pas facile pour M. Sayhar Mehmet et pour d'autres.

Monsieur le ministre, comment pouvez-vous justifier qu'aucune dérogation humanitaire n'ait pu être accordée à M. Sayhar Mehmet, en dépit d'interventions nombreuses, soli-

dement argumentées, auprès de vos services? Sur quelle base légale est-il possible aujourd'hui encore en Belgique d'expulser des chefs de famille en laissant ici des femmes et des enfants, parfois seulement âgés de six mois à sept ans, sans papiers et sans ressources?

Monsieur le ministre, comment assumerez-vous demain non pas Solingen, mais l'immolation par le feu de certaines familles turques? Je voudrais vous avertir officiellement de l'achat par ces familles de jerrycans d'essence...

M. le Président. — Monsieur Dufour, je vous prie de vous limiter à l'objet de votre question.

La parole est à M. Tobbacq, ministre.

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour l'engagement humanitaire de notre collègue Dufour. Je dois cependant lui dire que sur le fond et sur la procédure, il se trompe. Nous avons voté une loi et je suis chargé de la faire respecter. Cette loi prévoit un certain nombre de garanties pour tout un chacun qui y est soumis.

D'habitude, je désire laisser travailler les organes désignés par le législateur, sauf demande de certains de nos collègues. Je me suis toutefois renseigné sur ce dossier et je désire vous communiquer ce qui suit: l'intéressé et son épouse ont introduit une demande d'asile le 9 mars 1992. Le 18 mars 1992, cette demande a été déclarée irrecevable par les instances compétentes. Les raisons invoquées sont les suivantes. L'intéressé n'a pas fait mention de persécutions personnelles. Sa demande d'asile ne répond donc pas aux critères de la Convention de Genève.

Par ailleurs, l'intéressé a déclaré avoir quitté son pays le 20 février 1992 alors qu'il s'est présenté chez nous le 9 mars 1992.

Il ressort de documents des autorités allemandes que l'intéressé est entré en Allemagne le 12 septembre 1991 et y a demandé l'asile politique le 16 septembre 1991. De cette façon, il a fait de fausses déclarations et essayé de tromper les autorités belges. C'est aussi l'opinion du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

M. Dufour. — Non!

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Vous niez, monsieur Dufour, alors qu'il s'agit de consultations faites par le commissariat général.

D'aucuns estiment toujours avoir l'apanage de la vérité et rejettent tous les arguments qui ne leur conviennent pas.

Dans le cas présent, la justice est respectée, puisqu'un commissaire général, par ailleurs professeur en droit des peuples, possède les documents démontrant que la déclaration de l'intéressé est fautive et trompeuse, et prend ses responsabilités en conséquence.

A la suite de la demande urgente de réexamen introduite après l'irrecevabilité, M. le Commissaire général aux réfugiés et apatrides a émis, le 15 juin 1992, un avis défavorable sur le séjour de l'intéressé en Belgique. Par conséquent, la demande urgente de réexamen fut refusée par décision du 6 août 1992. Cette décision et l'ordre de quitter le territoire dans les cinq jours furent notifiés le 26 août 1992. Requête fut introduite auprès du Conseil d'Etat afin de suspendre l'exécution de cet ordre. Elle fut rejetée par le Conseil d'Etat — qui se trompe aussi sans doute! — par l'arrêt du 17 février 1993.

Lorsqu'il s'avéra, le 21 avril 1993, soit six mois après l'expiration de l'ordre de quitter le territoire, que l'intéressé séjournait toujours sur notre territoire, il a été détenu en vue d'une exécution forcée de cet ordre. L'intéressé a refusé le rapatriement prévu pour le 19 mai 1993. C'est pourquoi, le 2 juin 1993, il a fait l'objet d'un rapatriement sous escorte, qui s'est déroulé sans problèmes.

Nous constatons que la demande d'asile de l'intéressé a été traitée relativement vite, dans les six mois, ce qui répond à un souhait souvent exprimé. Si la procédure avait duré deux ans, on arguerait de cette circonstance pour demander le maintien de l'intéressé en Belgique. Or, aujourd'hui, alors que les instances compétentes ont agi dans les six mois, on me dit que la situation est intolérable!

N'ayant plus de raison de séjourner en Belgique, l'intéressé s'est vu notifier un ordre de quitter le territoire. Avant qu'il soit procédé à l'éloignement forcé, il a disposé de suffisamment de temps pour quitter le pays d'initiative. De plus, la famille de l'intéressé s'est également vu délivrer un ordre de quitter le territoire.

M. Dufour. — C'est inexact!

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Je dispose d'une copie du document en question dans mon dossier, monsieur Dufour. La famille devra donc suivre l'intéressé et également quitter le territoire.

Telle est donc la situation actuelle.

Je préférerais ne pas avoir écouté ce que vous avez dit, monsieur Dufour, parce que la loi sera de toute façon appliquée. Soit vous changerez la loi, soit je l'exécuterai, car c'est ainsi que l'on agit dans un Etat démocratique.

J'ajoute que le genre de menace qui fut proféré tout à l'heure et qui tend à exercer une sorte de chantage sur la personne responsable est tout à fait inadmissible.

M. le Président. — La parole est à M. Dufour pour une réplique.

M. Dufour. — Monsieur le Président, selon moi, M. Sayhar Mehmet s'est toujours montré logique en ce qui concerne sa description des faits.

Nous évoquons ici une situation relative à une population civile — et non pas militante ou militaire — prise entre les feux du PKK ou des forces turques. A deux reprises, M. Mehmet a vu son potager ravagé, sa maison détruite. Lorsque la police l'a obligé à être le gardien de son village, il s'est enfui en camion en emmenant sa famille. Il a toujours été constant dans ses déclarations. A mon avis, le problème en la matière se situe au niveau du Haut Commissariat aux réfugiés — avec lequel j'ai déjà été en relation lors d'interviews —, et plus particulièrement, au niveau de la qualité des entretiens menés par les interprètes.

En 1940, je vous rappelle que des gens ont dû fuir la Belgique sans y avoir été préparés et sans avoir connaissance de toutes les réglementations existant en ce domaine. En fin de compte, c'étaient ces gens-là qui devenaient des victimes et non ceux qui restaient.

Par ailleurs, comme vous le savez, monsieur le ministre, dans de telles circonstances, la peur est omniprésente. En effet, l'Etat turc peut exercer quantité de formes de répression sur la population, laquelle est en réalité une victime, totalement livrée au pouvoir des rumeurs.

Effectivement, M. Sayhar Mehmet a séjourné en Allemagne avant d'arriver chez nous. Cependant, vous-même, monsieur le ministre, en tant que socialiste, et moi, en tant que chrétien, ne pouvons nous contenter de procédures. Des dizaines de familles sont à présent concernées par cette affaire. Nous luttons tous les jours contre la maltraitance des enfants et cependant, nous expulsions une famille sans aucune considération d'ordre humanitaire. Et pourtant, il existe des moyens d'humaniser les lois. Ne rien faire dans ce sens, c'est également participer à une dictature.

D'après vous, monsieur le ministre, la famille de M. Mehmet aurait été avisée de son expulsion. C'est faux. Hier encore, j'ai examiné tous les documents qui se trouvaient dans l'appartement de M. Mehmet. Et j'affirme qu'aucun d'entre eux ne laissait entendre que des démarches avaient été entamées en ce sens.

Actuellement, Mme Mehmet ne dispose d'aucune ressource et d'aucun statut. Elle vit avec ses cinq enfants malades et tous souffrent de la faim.

Par ailleurs, monsieur le ministre, je n'ai proféré aucune menace. Je voulais simplement vous avertir que cette famille vivait actuellement une situation de désespoir. La seule façon d'empêcher son immolation par le feu a été de proposer une action de soutien par quelques familles kurdes. C'est la raison pour laquelle ces familles sont actuellement enfermées dans une église.

M. le Président. — La parole est à M. Tobbacq, ministre.

M. Tobbacq, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Monsieur le Président, d'abord, dans cette affaire, comme dans toutes les autres, la loi a été appliquée. Si une autre situation devait se présenter, j'agirais.

Ensuite, la loi ne prévoit pas que des procédures. Le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, le Conseil d'Etat ainsi que l'Office des étrangers — lequel n'est pas censé rester inactif en la matière — ont jugé ce dossier. Ces trois instances ont donc abouti à des conclusions contraaires à celles qui ont été présentées par M. Dufour. Dès lors, ou bien nous ignorons les avis communiqués et décrétons que le ministre doit trancher en la matière, auquel cas il sera contredit par des députés ou sénateurs mieux informés que lui; ou bien nous nous conformons aux conclusions rendues par des instances indépendantes et compétentes en ce domaine. Mais si nous n'agissons pas de la sorte, nous ne serons plus dans un Etat de droit.

Enfin, monsieur Dufour, je vous rappelle que les ordres de quitter le territoire ont bien été délivrés en temps opportun à tous les membres de la famille concernée.

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW VERHOEVEN AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN OVER « DE SLUITING VAN DE AMBASSADE IN GUATEMALA »

QUESTION ORALE DE MME VERHOEVEN AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES SUR « LA FERMETURE DE L'AMBASSADE AU GUATEMALA »

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van mevrouw Verhoeven aan de Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over « de sluiting van de ambassade in Guatemala ».

Het woord is aan mevrouw Verhoeven.

Mevrouw Verhoeven. — Mijnheer de Voorzitter, van onze Belgische missionarissen in Guatemala vernam ik dat de minister van plan is de Belgische ambassade in Guatemala te sluiten. Deze mensen zijn zeer bezorgd om hun veiligheid, die van de bevolking en de NGO's.

Wij vernamen bovendien dat er slechts één ambassade zou blijven bestaan voor heel Centraal-Amerika, namelijk in Costa Rica. Deze beslissing zou zijn geïnspireerd door besparingsmaatregelen.

Is de minister van plan de ambassade in Guatemala inderdaad te sluiten? Kan hij de veiligheid van onze mensen ter plaatse nog waarborgen in een situatie die getuigen omschrijven als schrijnend, mensonterend en onrechtvaardig? Is deze sluiting inderdaad ingegeven door besparingen en welke zijn de criteria voor de keuzes die gemaakt worden? Zullen er nog andere ambassades of consulaten worden gesloten en welke zijn daarvan de politieke implicaties voor de Belgische aanwezigheid in bepaalde regio's?

De Voorzitter. — Het woord is aan de minister van Binnenlandse Zaken, die antwoordt namens minister Claes.

De heer Tobbacq, minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken. — Mijnheer de Voorzitter, namens minister Claes wens ik eerst en vooral te stellen dat het departement rekening heeft moeten houden met grondige veranderingen in Oost- en Centraal-Europa, wat de Regering noopte tot het openen van nieuwe ambassades onder andere in Bratislava en Zagreb.

De budgettaire middelen waarover het departement beschikt zijn beperkt en derhalve moeten wij rekening houden met prioriteiten. In die optiek zijn bepaalde posten minder prioritair en werd inderdaad besloten tot de sluiting van de ambassade in Guatemala en van de consulaten-generaal in Rio, Frankfurt en Marseille.

België heeft het voornemen naar het voorbeeld van Nederland voortaan in Guatemala vertegenwoordigd te zijn via zijn ambassadeur in Costa Rica. Uiteraard zal hem opdracht worden gegeven geregeld dienstreizen naar Guatemala te ondernemen, waar bovendien een honorair consulaat zal worden opgericht. De minister van Buitenlandse Zaken meent dat het aldus mogelijk zal zijn om onze landgenoten aldaar, zoals in het verleden, afdoend bij te staan en te beschermen.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER PATAER AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN OVER «DE DREIGENDE MISLUKKING VAN DE WERELDCONFERENTIE OVER DE MENSENRECHTEN TE WENEN VAN 14 TOT 25 JUNI»

QUESTION ORALE DE M. PATAER AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES SUR «LE RISQUE D'ECHEC DE LA CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME QUI SE TIENDRA A VIENNE DU 14 AU 25 JUIN»

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer Pataer aan de Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over «de dreigende mislukking van de Wereldconferentie over de mensenrechten te Wenen van 14 tot 25 juni».

Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, volgens sommige persberichten dreigt de sinds lang door de Verenigde Naties voorbereide Wereldconferentie over de mensenrechten in Wenen van 14 tot 25 juni 1993 op een mislukking af te stevenen.

De diplomaten in Genève zouden er niet in geslaagd zijn tot een overeenstemming te komen over de voorbereiding van een slotdocument. De huidige impasse zou begin mei ontstaan zijn of althans duidelijk zichtbaar zijn geworden en in feite het gevolg zijn van een grondig meningsverschil over de definitie zelf van het begrip «mensenrechten». Daarbij zou een tegenstelling tussen de geïndustrialiseerde landen en de ontwikkelingslanden aan het licht zijn gekomen.

Kan deze informatie worden bevestigd? Welke initiatieven werden er genomen door de Belgische diplomatieke vertegenwoordiging bij de Verenigde Naties, al dan niet in overleg met de andere lidstaten van de Europese Gemeenschap, om bedoelde conferentie toch nog te doen slagen en de aan het licht gekomen tegenstellingen te overbruggen?

De Voorzitter. — Het woord is aan de minister van Binnenlandse Zaken, die antwoordt namens minister Claes.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken en Ambtarenzaken. — Mijnheer de Voorzitter, zoals het de gewoonte is bij de organisatie van wereldconferenties in het kader van de Verenigde Naties werden er verschillende voorbereidende vergaderingen gehouden om de 180 betrokken lidstaten toe te laten een consensus te bereiken omtrent een hele reeks vraagstukken die op de conferentie aan bod zullen komen. Zo hield het daartoe in 1991 door de Verenigde Naties opgerichte «Vorbereidende Comité» tot nu toe vier bijeenkomsten te Genève en werden er in verschillende continenten ook regionale conferenties georganiseerd.

Deze voorbereidende werkzaamheden hebben inderdaad, zoals te verwachten was, een aantal meningsverschillen aan het licht gebracht omtrent belangrijke materies, zoals de universaliteit en de ondeelbaarheid van de mensenrechten, de nog uit de weg te ruimen hindernissen voor het genot der mensenrechten, de band tussen mensenrechten, democratie en ontwikkeling, de verdere uitwerking van controlemechanismen en de daartoe noodzakelijke verhoging der menselijke en financiële middelen.

Naarmate de conferentie naderbij kwam, hebben de onderhandelaars hun inspanningen verdubbeld om tot overeenstemming te komen over de inhoud van een einddocument. Intense discussies en informele contacten onder impuls van de directeur van het VN-Centrum voor de mensenrechten te Genève hebben de standpunten reeds een stuk nader bij elkaar gebracht. Deze gesprekken,

die momenteel nog steeds aan de gang zijn, zullen naar VN-traditie ongetwijfeld in de marge van de conferentie worden verdergezet.

In de loop der voorbereidende werkzaamheden hebben België en zijn partners van de Twaalf, die omtrent de vermelde kwesties een gemeenschappelijk standpunt verdedigen, zich voortdurend als bindteken gezien tussen de verschillende groepen. Daarbij hebben ze zich, zonder hun fundamentele principes op te geven, onophoudelijk ingespannen om een geest van openheid en samenwerking te bevorderen en hebben ze naar formuleringen gezocht die zoveel mogelijk standpunten kunnen verenigen.

Tot besluit zou ik willen stellen dat men nu nog niet van een mislukking kan spreken. Een succes kan echter evenmin worden gegarandeerd.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER LENSSSENS AAN DE MINISTER VAN SOCIALE ZAKEN OVER «DE ONVOLDOENDE TERUGBETALING VAN DE CHRONISCHE AMBULANTE PERITONEALE NIERDIALYSE»

QUESTION ORALE DE M. LENSSSENS AU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES SUR «L'INSUFFISANCE DU REMBOURSEMENT DE LA DIALYSE RENALE PERITONEALE AMBULATOIRE CHRONIQUE»

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer Lenssens aan de minister van Sociale Zaken over «de onvoldoende terugbetaling van de chronische ambulante peritoneale nierdialyse».

Het woord is aan de heer Lenssens.

De heer Lenssens. — Mijnheer de Voorzitter, in ons land worden ongeveer 4 pct. van de nierdialysepatiënten behandeld bij middel van een chronische ambulante peritoneale dialyse, afgevoerd de CAPD, tegenover 22 pct. in Nederland, 12 pct. in Frankrijk en 20 pct. in Groot-Brittannië. Algemeen wordt aangenomen dat voor circa 25 pct. van de gevallen de CAPD als behandelingsmethode aangewezen is. Door de ontoereikende terugbetaling door de ziekteverzekering is de toepassing van de CAPD voor de ziekenhuizen verlieslatend. Dit is de belangrijkste oorzaak van het lage percentage CAPD-behandelingen in België.

Reeds in 1989 keurde het RIZIV een verhoging van het forfaitair bedrag goed. Tot op heden werd deze beslissing echter niet uitgevoerd, omdat niet alle door de Gemeenschappen erkende dialysecentra zouden zijn geregistreerd. Belangrijk is bovendien te weten dat zelfs met de voorgestelde verhoging van de ZIV-tussenkost de jaarkost per dialysepatiënt bij een CAPD behandeling tussen de 700 000 en 1 200 000 frank lager ligt dan bij een hemo-dialyse in een dialysecentrum. Als het percentage CAPD-patiënten door de verhoogde ZIV-tussenkost zou verhogen tot bijvoorbeeld 12 pct., het cijfer van Frankrijk, dan zou dit voor de ziekteverzekering een besparing betekenen van minstens 200 miljoen frank per jaar.

Graag kreeg ik van de minister antwoord op volgende vragen. Wat is de juiste reden waarom de in 1989 besliste hogere ZIV-terugbetaling niet wordt toegepast? Vanaf welke datum zal de verhoogde ZIV-tussenkost voor CAPD-patiënten worden toegepast?

M. le Président. — La parole est à M. Anselme, ministre.

M. Anselme, ministre des Affaires sociales. — Monsieur le Président, des études montrent effectivement que la plupart des patients peuvent être traités en dialyse rénale péritonéale ambulatoire aussi bien qu'en hémodialyse hospitalière. La dialyse péritonéale grevant, en outre, nettement moins le budget de l'INAMI, il y a lieu de favoriser ce procédé. C'est pour ces raisons que l'INAMI avait accepté d'augmenter le forfait pour la dialyse péritonéale ambulatoire. A la suite de divers éléments, l'arrêt d'exécution de cette décision n'a pu être pris que récemment et a été publié au *Moniteur belge* du 27 mai dernier.

Des contacts ont été pris avec mes collègues des Communautés en vue de fixer un moratoire pour les services d'hémodialyse hospitalière, dans l'espoir de favoriser la dialyse péritonéale ambulatoire.

Par ailleurs, le Gouvernement a pris une mesure ayant pour objet une économie de 300 millions dans le domaine général de la dialyse rénale. Une proposition en ce sens a été soumise à l'INAMI. Cette proposition vise à favoriser financièrement les hôpitaux qui font un effort supplémentaire pour organiser un service de dialyse péritonéale ambulatoire en lieu et place de l'hémodialyse hospitalière et à sanctionner les autres.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lenssens voor een repliek.

De heer Lenssens. — Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord, dat mij echter slechts gedeeltelijk voldoening schenkt. U hebt niet precies geantwoord op de vraag vanaf wanneer de terugbetaling van het nieuwe forfait voor de peritoneale dialyse in de praktijk zal worden toegepast.

M. le Président. — La parole est à M. Anselme, ministre.

M. Anselme, ministre des Affaires sociales. — Monsieur le Président, avec votre permission, je me propose de répondre directement à M. Lenssens.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DE ROO AAN DE MINISTER VAN SOCIALE ZAKEN OVER «DE DOOR DE PAS INGESTELDE COMMISSIE TE FORMULEREN VOORSTELLEN BETREFFENDE DE FINANCIËLE VERANTWOORDELIJKHEID VAN DE ZIEKENFONDSEN»

QUESTION ORALE DE M. DE ROO AU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES SUR «LES PROPOSITIONS QUE DOIT FORMULER LA COMMISSION QUI VIENT D'ÊTRE INSTITUÉE CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE DES MUTUALITÉS»

De Voorzitter. — Aan de orde is de mondelinge vraag van de heer De Roo aan de minister van Sociale Zaken over «de door de pas ingestelde commissie te formuleren voorstellen betreffende de financiële verantwoordelijkheid van de ziekenfondsen».

Het woord is aan de heer De Roo.

De heer De Roo. — Mijnheer de Voorzitter, in uitvoering van de wet van 15 februari 1993 werd bij koninklijk besluit van 28 april 1993 een bijzondere commissie ingesteld belast met een diepgaand voorbereidend onderzoek met het oog op het formuleren, tegen 1 januari 1994, van voorstellen inzake de billijke verdeling van de middelen tussen de ziekenfondsen enerzijds en inzake het afsluiten van de lopende rekeningen anderzijds. De financiële verantwoordelijkheid van de ziekenfondsen zou aldus moeten kunnen worden vastgelegd. De Regering zal hierover volgend jaar een beslissing moeten nemen.

Uit het verslag aan de Koning dat de aanstelling van deze commissie voorafgaat, blijkt dat het de bedoeling is van de minister om voor bepaalde ziekenfondsen de enorme opgestapelde tekorten uit het verleden om te slaan over alle ziekenfondsen, dus niet in rekening te brengen tenzij duidelijke beheersfouten kunnen worden bewezen.

Is dit een correcte interpretatie van het verslag aan de Koning? Zo ja, moet dan niet worden gevreesd voor de ernst en de objectiviteit waarmee de commissie haar werkzaamheden zal uitvoeren?

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1992-1993
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1992-1993

M. le Président. — La parole est à M. Anselme, ministre.

M. Anselme, ministre des Affaires sociales. — Monsieur le Président, je dois d'abord préciser que mon prédécesseur a émis le souhait de délimiter de la manière la plus complète possible les missions confiées à la commission d'experts instituée par l'article 133bis de la loi du 9 août 1963.

Pour ce faire, il a été jugé opportun de faire précéder d'un rapport au Roi l'arrêté royal nommant les six membres de la commission.

Toutefois, ce rapport n'apporte aucun élément nouveau — je me permets d'insister sur ce point — par rapport aux travaux de votre commission lors de l'adoption de la loi de réforme de l'assurance maladie.

Il s'agit en fait de la reproduction intégrale de la déclaration faite par Philippe Moureaux, au nom du Gouvernement, lors de la discussion de l'article 81 de la loi du 15 février 1993, telle que reprise aux pages 120 à 123 du rapport de votre commission.

Me fondant sur cette déclaration, je confirme que la commission, que j'ai installée le 26 mai, a pour tâche d'élaborer des formules concrètes et opérationnelles permettant de réaliser une responsabilité des mutuelles et de proposer des solutions techniques quant à l'apurement des comptes du passé.

Il appartiendra par la suite au Gouvernement de prendre ses responsabilités dans les limites de la délégation de pouvoir que le Parlement a fixées et en tenant compte des avis du Conseil général de l'INAMI et de l'Office de contrôle des mutuelles.

En attendant la réalisation de nouvelles règles, les dispositions existantes restent provisoirement inchangées en ce qui concerne les soldes des comptes courants du passé. L'essentiel est de définir ces nouvelles règles pour le futur, dans le respect des critères d'équité, de solidarité et de responsabilité.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Roo voor een repliek.

De heer De Roo. — Mijnheer de Voorzitter, het antwoord dat ik van de minister heb ontvangen, voldoet mij. Ik kan eruit afleiden dat het bericht dat in de *Financieel Economische Tijd* is verschenen naar aanleiding van de installatie van deze commissie dat de tekorten uit het verleden van bepaalde ziekenfondsen zouden worden omgeslagen over alle ziekenfondsen, onjuist is.

NATURALISATIES — NATURALISATIONS

Inoverwegingneming — Prise en considération

De Voorzitter. — Aan de orde is de geheime stemming over de inoverwegingneming van de naturalisatieaanvragen overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

L'ordre du jour appelle le scrutin sur la prise en considération de demandes de naturalisation, transmises par la Chambre des représentants.

U heeft het stuk ontvangen, nr. 743/1, van de zitting 1992-1993.

Vous avez reçu le document n° 743/1, de la session de 1992-1993.

Overeenkomstig het Reglement, zal de lijststemming plaatshebben over de inoverwegingneming van deze aanvragen.

Suivant le Règlement, il va être procédé par scrutin de liste à la prise en considération de ces demandes.

Het stuk bevat aanvragen die de commissie voorstelt aan te nemen, behalve de lijst nummer 19, die twee aanvragen bevat die zij voorstelt te verwerpen.

Le document concerne des demandes que la commission vous propose d'adopter, à l'exception du feuillet numéro 19 reprenant deux demandes qu'elle vous propose de rejeter.

De leden, die hun stem aan sommige verzoekers willen ontzeggen, moeten de naam van dezen schrappen alvorens hun lijsten in de stembus te werpen. De leden die zich wensen aan te sluiten bij de conclusies van de commissie, hoeven geen enkele naam te schrappen.

Les membres qui veulent refuser leur suffrage à certains pétitionnaires en bifferont le nom avant de déposer les feuillets dans l'urne; les membres qui entendent se rallier aux conclusions de la commission, ne doivent biffer aucun nom.

Vraagt iemand het woord over de inoverwegingneming van deze naturalisatieaanvragen?

Quelqu'un demande-t-il la parole au sujet de la prise en considération?

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij thans over tot de geheime stemming.

Personne ne demandant la parole, il va être procédé au scrutin.

Het lot wijst de heer Hotyat, mevrouw Cahay en de heren Collignon en Vanlerberghe aan om samen met de secretarissen als stemopnemers te fungeren.

Le sort désigne M. Hotyat, Mme Cahay et MM. Collignon et Vanlerberghe pour remplir, avec les secrétaires, les fonctions de scrutateurs.

Het Bureau verzoekt de geachte collega's bij de afroeping van hun naam te antwoorden en pas dan de lijsten in de stembus te werpen.

Le Bureau prie ses honorables collègues de répondre à l'appel de leur nom et de déposer à ce moment seulement les feuillets dans l'urne.

De stemming is geopend. Zij begint met de naam van de heer Anthuenis.

Le scrutin est ouvert. Le vote commence par le nom de M. Anthuenis.

— Er wordt overgegaan tot de geheime stemming.

Il est procédé au scrutin.

De Voorzitter. — De stemming is gesloten.

Le scrutin est clos.

De Senaat zal waarschijnlijk zijn agenda willen voortzetten, terwijl de stemopnemers de stembiljetten nazien.

Il conviendra sans doute au Sénat de reprendre la suite de son ordre du jour pendant que les scrutateurs dépouillent les bulletins. (*Assentiment.*)

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — Mesdames, messieurs, la commission du Travail parlementaire vous propose pour la semaine du 7 juin 1993 l'ordre du jour suivant.

Jeudi 10 juin 1993, le matin à 10 heures.

1. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux.

2. Projet de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Proposition de loi complétant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'assurer le respect de ces dispositions pendant la période électorale.

3. Eventuellement : projet de loi modifiant les articles 237, 238, 240 et 246 du Code judiciaire.

4. Interpellations :

a) De M. Loones au ministre de la Défense nationale sur « le classement comme sites de domaines militaires »;

b) De Mme Van Cleuvenbergen au ministre de l'Emploi et du Travail sur « les études dans le cadre du plan d'encadrement et les études d'infirmier(ère) ».

L'après-midi à 15 heures.

1. Prise en considération de propositions de loi.

2. Questions orales.

A partir de 16 heures :

a) Scrutin pour la présentation d'une liste double de candidats à une place vacante de conseiller à la Cour de cassation;

b) Vote sur l'ensemble des dispositions constitutionnelles suivantes :

1° Portant révision du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article 24ter relatif à la publicité et à la motivation des actes de l'administration, et au médiateur (projet de texte visant à insérer un article 24ter dans la Constitution relatif à la publicité de l'administration);

2° Portant révision du titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat (vote à la majorité prévue par l'article 131 de la Constitution);

c) Vote sur les amendements et les articles réservés de la proposition de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat (vote à la majorité prévue à l'article 1er, dernier alinéa, de la Constitution);

d) Votes nominatifs sur l'ensemble des points de l'ordre du jour dont la discussion est terminée.

3. Eventuellement, reprise de l'ordre du jour de la séance du matin.

Eventuellement, le soir à 19 heures.

Reprise de l'ordre du jour de la séance du matin.

Eventuellement, vendredi 11 juin 1993, à 14 heures.

Reprise de l'ordre du jour de la séance de jeudi matin.

Dames en heren, de commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden stelt voor aanstaande week de volgende agenda voor:

Donderdag 10 juni 1993, 's ochtends om 10 uur.

1. Voorstel van wet tot wijziging van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale of met anti-hormonale werking.

2. Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Voorstel van wet tot aanvulling van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, met het oog op de naleving ervan in verkiezingstijd.

3. Eventueel: ontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 237, 238, 240 en 246 van het Gerechtelijk Wetboek.

4. Interpellaties:

a) Van de heer Loones tot de minister van Defensie over « de bescherming als landschap van militaire domeinen »;

b) Van mevrouw Van Cleuvenbergen tot de minister van Tewerkstelling en Arbeid over « studeren in het kader van het begeleidingsplan en de studies van verpleegkundige ».

's Namiddags om 15 uur.

1. Inoverwegingneming van voorstellen van wet.

2. Mondelinge vragen.

Vanaf 16 uur:

a) Geheime stemming over de voordracht van een dubbeltal voor een openstaand ambt van raadsheer in het Hof van cassatie;

b) Stemming over het geheel van de volgende grondwetsbepalingen:

1° Houdende herziening van titel II van de Grondwet, om een artikel 24ter in te voegen betreffende de openbaarheid van bestuur, de motivering van bestuurshandelingen, en de ombudsman (ontwerp van tekst tot invoeging van een artikel 24ter in de Grondwet betreffende de openbaarheid van bestuur);

2° Houdende herziening van titel III van de Grondwet, om een nieuw hoofdstuk in te voegen betreffende de administratieve rechtscollèges en de Raad van State (stemming met de meerderheid, bepaald bij artikel 131 van de Grondwet);

c) Stemming over de aangehouden amendementen en artikelen van het voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale staatsstructuur (stemming met de meerderheid, bepaald bij artikel 1, laatste lid, van de Grondwet);

d) Naamstemmingen over het geheel van de afgehandelde agendapunten.

3. Eventueel, hervatting van de agenda van de ochtendvergadering.

Eventueel, 's avonds om 19 uur.

Hervatting van de agenda van de ochtendvergadering.

Eventueel, vrijdag 11 juni 1993 om 14 uur.

Hervatting van de agenda van de vergadering van donderdagochtend.

Het woord is aan de heer De Croo.

De heer De Croo. — Mijnheer de Voorzitter, voor alle duidelijkheid: wij stoppen dus met onze werkzaamheden om 16 uur om te stemmen over de afgehandelde punten.

De Voorzitter. — Mijnheer De Croo, wij stemmen in elk geval om 16 uur. Indien een aantal ontwerpen of interpellaties nog niet zijn afgewerkt, gaan wij daarmee na de stemming voort. Daarna wordt er echter niet nog eens gestemd.

La parole est à M. de Donnée.

M. de Donnée. — Monsieur le Président, nous poursuivrons donc éventuellement, vendredi après-midi, les interpellations, mais nous n'examinerons ni propositions de loi ni projets de loi et ne procéderions pas à des votes? J'aimerais que vous nous le confirmiez afin d'éviter tout malentendu.

M. le Président. — C'est bien cela puisqu'en principe, les projets de loi et les propositions de loi seront examinés jeudi.

Le Sénat est-il d'accord sur cet ordre des travaux?

Is de Senaat het eens met deze regeling van de werkzaamheden? (*Instemming.*)

Il en est donc ainsi décidé.

Dan is hiertoe besloten.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE OPHEFFING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 31 JULI 1825 HOUDENDE BEPALINGEN NOPENS DE UITOEFENING VAN HET BEROEP VAN LANDMETER

Stemming

PROJET DE LOI ABROGEANT L'ARRETE ROYAL DU 31 JUILLET 1825 CONCERNANT DES DISPOSITIONS RELATIVEMENT A L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'ARPEUTEUR

Vote

De Voorzitter. — Dames en heren, wij moeten ons nu uitspreken over het geheel van het ontwerp van wet betreffende de opheffing van het koninklijk besluit van 31 juli 1825 houdende bepalingen nopens de uitoefening van het beroep van landmeter.

Nous devons nous prononcer maintenant sur l'ensemble du projet de loi abrogeant l'arrêté royal du 31 juillet 1825 concernant des dispositions relativement à l'exercice de la profession d'arpenteur.

De stemming begint.

Le vote commence.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il est procédé au vote nominatif sur l'ensemble du projet de loi.

142 leden zijn aanwezig.

142 membres sont présents.

Allen stemmen ja.

Tous votent oui.

Derhalve is het ontwerp van wet aangenomen.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Aan de stemming hebben deelgenomen:

Ont pris part au vote:

MM. Anthuenis, Appeltans, Arts, Bartholomeeussen, Barzin, Bayenet, Belot, Benker, Borremans, Bouchat, Bougard, Buelens, Mmes Buyle, Cahay-André, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzuis, Creyf, MM. Crucke, Cuyvers, Daerden, Dalem, Daras, Mme Dardenne, MM. De Backer, De Boeck, De Croo, de Donnée, De Grauwe, Mme Delcourt-Pèter, MM. De Loor, De Meyer, De Roo, de Seny, Désir, Desmedt, Mme Detiège, MM. Deworme, De Wulf, D'hondt, Didden, Diegenant, Dierickx, Dighneef, Di Rupo, Dufour, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Garcia, Geens, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goovaerts, Guillaume, Happart, Hasquin, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hismans, Hotyat, Houssa, Jonckheer, Kenzeler, Lahaye, Lallemand, Larcier, Laverge, Mme Leduc, MM. Lefevre, Lenfani, Lenssens, Leroy, Liesenborghs, Mme Lieten-Croes, MM. Loones, Lozie, M. Maertens, Mahoux, Marchal, L. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Meesters, Monfils, Monset, Mouton, Mme Nélis, MM. Ottenbourg, Pataer, Pede, Pinoic, Poulain, Poulet, Quintelier, Raes, Scharff, Schiltz, Seeuws, Snappe, Spitaels, Steenbergen, Stroobant, Swinnen, Taminiaux, Tavernier, Tobback, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenbergh, Van den Brande, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Rompuy, Van Thillo, Van Wambeke, van Weddingen, Verberckmoes, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Verlinden, Vermassen, Verreycken, Weyts et Swaen.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN HET BEGROTINGSJAAR 1992 — SECTIES MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU EN MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

Stemming

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1992 — SECTIONS MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ET MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Vote

De Voorzitter. — Dames en heren, wij moeten ons nu uitspreken over het geheel van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1992 — secties ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu en ministerie van Landsverdediging.

Nous devons nous prononcer maintenant sur l'ensemble du projet de loi ajustant le budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1992 — sections ministère de la Santé publique et de l'Environnement et ministère de la Défense nationale.

De stemming begint.

Le vote commence.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il est procédé au vote nominatif sur l'ensemble du projet de loi.

144 leden zijn aanwezig.

144 membres sont présents.

102 stemmen ja.

102 votent oui.

37 stemmen neen.

37 votent non.

5 onthouden zich.

5 s'abstiennent.

Derhalve is het ontwerp van wet aangenomen.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

Il sera soumis à la sanction royale.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Anthuenis, Arts, Bartholomeeussen, Bayenet, Belot, Borremans, Bouchat, Mme Cahay-André, MM. Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mme Creyf, MM. Crucke, Daerden, Dalem, De Backer, De Croo, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, De Roo, de Seny, De Seranno, Mme Detiège, MM. Deworme, De Wulf, Didden, Diegenant, Dighneef, Di Rupo, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Garcia, Geens, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goovaerts, Guillaume, Happart, Henneuse, Hermans, Hismans, Hotyat, Kenzeler, Lahaye, Lallemand, Larcier, Laverge, Mme Leduc, MM. Lefevre, Lenfant, Lenssens, Leroy, Mme Lieten-Croes, MM. Mahoux, Marchal, L. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Monset, Ottenbourgh, Pataer, Pede, Pinoie, Poulain, Poullier, Quintelier, Scharff, Seeuws, Spitaels, Steenbergen, Stroobant, Swinnen, Taminiaux, Tobback, Mme Tyberghien-Vandenbussche, M. Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenbergh, Van den Brande, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, Van Rompuy, Van Thillo, Van Wambeke, Verberckmoes, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Verlinden, Vermassen, Weyts et Swaelen.

Neen hebben gestemd:

Ont voté non:

MM. Appeltans, Barzin, Benker, Bougard, Mme Buyle, M. Capoen, Mme Cornet d'Elzjus, MM. Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. De Boeck, de Donnée, Désir, Desmedt, D'hondt, Dierickx, Dufour, Hasquin, Hatry, Mme Herzet, MM. Houssa, Jonckheer, Liesenborghs, Loones, Lozie, M. Maertens, Meesters, Monfils, Mme Nélis, MM. Schiltz, Snappe, Tavernier, Vaes, Valkeniers, Vandenhaute, Van Hooland et van Weddingen.

Onthouden hebben zich:

Se sont abstenus:

MM. Bosman, Buelens, Peeters, Raes et Verreycken.

ONTWERP VAN WET TOT OMZETTING VAN SOMMIGE
BEPALINGEN VAN HET INTERPROFESSIONEEL
AKKOORD VAN 9 DECEMBER 1992

Stemming

PROJET DE LOI TRANSPOSANT CERTAINES DISPOSITIONS DE L'ACCORD INTERPROFESSIONNEL DU 9 DECEMBRE 1992

Vote

De Voorzitter. — Dames en heren, wij moeten ons nu uitspreken over het geheel van het ontwerp van wet tot omzetting van sommige bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 9 december 1992.

Nous devons nous prononcer maintenant sur l'ensemble du projet de loi transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992.

Het woord is aan de heer Anthuenis voor een stemverklaring.

De heer Anthuenis. — Mijnheer de Voorzitter, de VLD zal zich bij de stemming over het ontwerp van wet tot omzetting van sommige bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 9 december 1992 onthouden. Zij meent dat het akkoord een klassiek compromis is geworden tussen de sociale partners waarin weinig creativiteit te bespeuren valt. Gelet op het enorme werkloosheidsprobleem hadden wij nochtans meer positieve en meer inventieve maatregelen van de sociale partners verwacht.

Ondanks de enkele positieve maatregelen van het akkoord, hebben de sociale partners volgens de VLD te weinig rekening gehouden met de penibele toestand op de arbeidsmarkt. Hoewel verschillende elementen van het interprofessioneel akkoord de goedkeuring van de VLD wegdragen, ontgoochelen andere maatregelen door een gebrek aan visie en realiteitszin.

M. le Président. — La parole est à M. D'hondt pour une explication de vote.

M. D'hondt. — Monsieur le Président, confirmant les interventions de mes collègues, Mme Herzet et M. Harry, ainsi que la mienne, le groupe PRL se réjouit bien évidemment que la paix sociale puisse être maintenue en cette période de crise grave grâce à cet accord interprofessionnel conclu il y a six mois par les partenaires sociaux. Le rôle du Parlement se limite à transposer dans un projet de loi les dispositions du compromis négocié par les employeurs et les syndicats. Le rôle du Gouvernement se limite à transmettre l'accord au Parlement et, parfois, à décider de son exécution, mais sur avis conforme du Conseil national du travail.

Le groupe PRL considère que face à l'explosion du chômage — plus de 540 000 demandeurs d'emploi, dont 106 000 de moins de vingt-cinq ans —, les décideurs politiques ne peuvent se confiner dans un rôle de notaires des partenaires sociaux.

Le présent projet est insuffisant, dépassé et ne s'intègre pas dans un plan global et cohérent pour la promotion de l'emploi. Il accroît encore les charges sociales des entreprises, mettant davantage à mal leur compétitivité et, dès lors, n'incitant pas à l'embauche.

Le groupe PRL s'abstiendra donc sur ce projet, tout en approuvant quelques régularisations et améliorations qu'il contient, notamment en faveur de l'accueil et de la formation des jeunes. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Nous passons au vote.

Wij gaan over tot de stemming.

— Il est procédé au vote nominatif sur l'ensemble du projet de loi.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over het ontwerp van wet in zijn geheel.

145 membres sont présents.

145 leden zijn aanwezig.

87 votent oui.

87 stemmen ja.

2 votent non.

2 stemmen neen.

56 s'abstiennent.

56 onthouden zich.

En conséquence, le projet de loi est adopté.
Derhalve is het ontwerp van wet aangenomen.

Il sera soumis à la sanction royale.
Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

Ont voté oui:
Ja hebben gestemd:

MM. Arts, Bartholomeeussen, Bayenet, Beerden, Belot, Borremans, Bouchat, Mme Cahay-André, MM. Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mme Creyf, MM. Crucke, Daerden, Dalem, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, De Roo, de Seny, De Seranno, Désir, Desmedt, Mme Detiège, MM. Deworme, De Wulf, Didden, Diegenant, Dighneef, Di Rupo, Erdman, Evrard, Flagothier, Garcia, Geens, Gesquiere, Gevenois, Guillaume, Happart, Henneuse, Hermans, Hismans, Hotyat, Kenzeler, Lallemand, Larcier, Lefevre, Lenssens, Leroy, Mme Lieten-Croes, MM. Mahoux, Marchal, L. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Mouton, Ottenbourg, Pataer, Pinoie, Poulain, Pouillet, Quintelier, Scharff, Seeuws, Spitaels, Steenbergen, Stroobant, Swinnen, Taminiaux, Tobback, Mmes Tyberghien-Vandenbussche, Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenberghe, Van den Brande, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, Van Rompuy, Van Wambeke, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Weys et Swaelen.

Ont voté non:
Neen hebben gestemd:

M. Cuyvers et Mme Nélis.

Se sont abstenus:
Onthouden hebben zich:

MM. Anthuenis, Appeltans, Barzin, Benker, Bosman, Bougard, Buelens, Mme Buyle, M. Capoen, Mme Cornet d'Elzies, M. Daras, Mme Dardenne, MM. De Backer, De Boeck, De Croo, de Donnée, De Grauwe, D'hondt, Dierickx, Dufour, Eeman, Mme Gijbrecchts-Horckmans, MM. Goovaerts, Hasquin, Hatry, Mme Herzet, MM. Houssa, Jonckheer, Lahaye, Laverge, Mme Leduc, MM. Liesenborghs, Loones, Lozie, M. Maertens, Meesters, Monfils, Monset, Pede, Peeters, Raes, Schiltz, Snappe, Tavernier, Vaes, Valkeniers, Van Belle, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermeulen, Van Hooland, Van Thillo, van Weddingen, Verberckmoes, Verlinden et Verreycken.

NATURALISATIONS

Résultat du scrutin

Vote

NATURALISATIES

Uitslag van de geheime stemming

Stemming

M. le Président. — Il résulte du scrutin de cet après-midi que toutes les demandes de naturalisation, reprises au document 743/1, session de 1992-1993 du Sénat, ont été prises en considération, sauf les deux demandes reprises au feuillet n° 19.

Uit de geheime stemming van hedennamiddag blijkt dat al de naturalisatieaanvragen vermeld in het gedrukt stuk 743/1, zitting 1992-1993 van de Senaat, in overweging zijn genomen, behalve de twee aanvragen van lijst nr. 19.

Les résultats du scrutin seront publiés en annexe aux *Annales parlementaires* de la séance de ce jour.

De uitslag van de stemming zal als bijlage bij de *Parlementaire Handelingen* van de vergadering van heden worden bekendgemaakt.

Il va être procédé au vote nominatif sur l'ensemble des projets de loi contenant les demandes prises en considération.

Er wordt zo dadelijk tot naamstemming overgegaan over het geheel van de ontwerpen van wet betreffende de in overweging genomen aanvragen.

— Il est procédé au vote nominatif.
Er wordt tot naamstemming overgegaan.

141 membres sont présents.

141 leden zijn aanwezig.

Tous votent oui.

Allen stemmen ja.

En conséquence, les projets de loi sont adoptés.
Derhalve zijn de ontwerpen van wet aangenomen.

Ils seront soumis à la sanction royale.

Ze zullen aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

Ont pris part au vote:

Aan de stemming hebben deelgenomen:

MM. Anthuenis, Appeltans, Arts, Bartholomeeussen, Bayenet, Beerden, Belot, Benker, Borremans, Bosman, Bouchat, Bougard, Buelens, Mmes Buyle, Cahay-André, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Collignon, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzies, Creyf, MM. Crucke, Cuyvers, Daerden, Dalem, Daras, Mme Dardenne, MM. De Backer, De Boeck, De Croo, de Donnée, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, De Roo, de Seny, De Seranno, Désir, Desmedt, Mme Detiège, MM. Deworme, De Wulf, D'hondt, Didden, Diegenant, Dierickx, Dighneef, Di Rupo, Dufour, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Garcia, Geens, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijbrecchts-Horckmans, MM. Goovaerts, Guillaume, Happart, Hasquin, Hatry, Henneuse, Hermans, Hismans, Hotyat, Houssa, Jonckheer, Kenzeler, Lallemand, Larcier, Laverge, Mme Leduc, MM. Lefevre, Lenfant, Lenssens, Leroy, Liesenborghs, Mme Lieten-Croes, MM. Loones, Lozie, M. Maertens, Mahoux, Marchal, L. Martens, Matthijs, Mme Maximus, MM. Maystadt, Meesters, Monfils, Mouton, Mme Nélis, MM. Ottenbourg, Pataer, Pede, Peeters, Pinoie, Poulain, Pouillet, Quintelier, Raes, Scharff, Schiltz, Seeuws, Snappe, Spitaels, Steenbergen, Stroobant, Swinnen, Taminiaux, Tavernier, Tobback, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vancrombruggen, Vandenberghe, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Rompuy, Van Thillo, Van Wambeke, van Weddingen, Verberckmoes, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Verlinden, Vermassen, Verreycken, Weys et Swaelen.

BUDGETS ADMINISTRATIFS

Vote sur la motion de conformité

ADMINISTRATIEVE BEGROTINGEN

Stemming over de conformiteitsmotie

M. le Président. — Mesdames, messieurs, nous devons nous prononcer sur la motion de conformité, ainsi rédigée:

« Le Sénat,

Vu les articles 20 et 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 11 juin 1992 contenant le budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1992 (*Moniteur belge* du 3 juillet 1992);

Vu le projet de loi ajustant le budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1992 — sections ministère de la Santé publique et de l'Environnement et ministère de la Défense nationale:

Déclare que les budgets administratifs ajustés du ministère de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement (Doc. Sénat 622-1, 1992-1993, R.A 16164) et du ministère de la Défense nationale (Doc. Sénat 630-1, 1992-1993, R.A 16172), de l'année budgétaire 1992, sont conformes au contenu et aux objectifs du projet de loi susmentionné.»

«De Senaat,

Gelet op de artikelen 20 en 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit;

Gelet op de wet van 11 juni 1992 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1992 (*Belgisch Staatsblad* van 3 juli 1992);

Gelet op het wetsontwerp houdende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1992 — secties ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu en ministerie van Landsverdediging;

Verklaart dat de aangepaste administratieve begrotingen van het ministerie van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu (Gedr. St. Senaat 622-1, 1992-1993, R.A 16164) en van het ministerie van Landsverdediging (Gedr. St. Senaat 630-1, 1992-1993, R.A 16172), van het begrotingsjaar 1992 in overeenstemming zijn met de inhoud en de doelstellingen van het hogergenoemde ontwerp van wet.»

Personne ne demandant la parole, je mets aux voix la motion de conformité.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik de conformiteitsmotie in stemming.

— Cette motion, mise aux voix par assis et levé, est adoptée.

Deze motie, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

PROPOSITION DE LOI SPECIALE VISANT A ACHEVER LA STRUCTURE FEDERALE DE L'ETAT

Reprise de la discussion générale

VOORSTEL VAN BIJZONDERE WET TOT VERVOLLEDIGING VAN DE FEDERALE STAATSSTRUCTUUR

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale de la proposition de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

La parole est à M. Houssa.

M. Houssa. — Monsieur le Président, en préambule, je voudrais rappeler que, dans une très large mesure, la PAC a permis d'atteindre les objectifs initiaux fixés par le Traité de Rome, qu'il s'agisse de la productivité agricole, de la sécurité des approvisionnements ou du niveau des prix à la consommation.

On peut aussi considérer que, dans un contexte international particulièrement désordonné, les marchés agricoles européens ont bénéficié d'une grande stabilité, notamment dans les secteurs soumis à l'organisation commune de marché.

Cette stabilité est aujourd'hui fortement perturbée, en raison d'atteintes portées à un certain nombre de principes de la PAC, principalement celui de la préférence communautaire.

Aujourd'hui, la plus grande interrogation concerne le revenu agricole, qui stagne, voire régresse. On en connaît les causes.

Le danger véritable n'est-il pas de voir se déstabiliser les zones de production les plus fragiles? L'abandon du soutien de ces zones, par le risque de démantèlement progressif des indemnités compensatoires, risque d'amplifier le phénomène d'une agriculture à deux vitesses.

L'agriculture doit rester présente dans toutes nos régions pour assurer un monde rural plus harmonieux et pour éviter davantage l'exode, la désertification, l'érosion des sols.

Depuis une trentaine d'années, l'Etat belge connaît une évolution institutionnelle. Les Accords de la Saint-Michel, qui ont été approuvés par le Parlement, ont fait de la Belgique un Etat fédéral.

Tous les secteurs économiques ont été régionalisés, à l'exception de l'agriculture.

Tous les partis wallons s'étaient engagés, avant les élections législatives du 24 novembre 1991, devant le Conseil régional wallon notamment, à réclamer et à finaliser la régionalisation de l'agriculture afin de corriger une politique belge qui ne tient pas assez compte des structures et des moyens de production des exploitations wallonnes.

On est loin du compte pour ce qui est proposé. Deux dossiers brûlants pénalisent l'agriculture wallonne depuis plusieurs années et, tout d'abord, le Fonds d'investissement agricole dont l'évolution de la clé de répartition depuis 1984 n'a cessé d'évoluer en pénalisant les investissements des agriculteurs wallons au profit des exploitations du nord du pays.

Je constate, monsieur le Président, que le Gouvernement n'est pas représenté; je n'en continuerai pas moins mon intervention.

Le deuxième dossier concerne la gestion des quotas laitiers. L'absence d'une régionalisation des quantités de référence dans le secteur laitier est dangereuse pour le potentiel futur de la production laitière wallonne. On ne peut accepter les déplacements illicites de quotas laitiers d'une région vers une autre, pratique qui hypothèque fortement l'installation des jeunes producteurs laitiers, notamment par une concurrence déloyale.

Je voudrais rappeler, une fois encore, combien une région à monoculture exclusivement laitière, la région herbagère liégeoise, a été pénalisée lors de l'attribution des quotas laitiers en 1984.

Les réformes institutionnelles de 1980 et 1988 ont transféré aux Régions des compétences complémentaires et supplétives en agriculture, c'est-à-dire peu de choses, finalement.

Les Accords de la Saint-Michel doivent accroître certaines responsabilités du ministère régional de l'Agriculture qui ne pourront plus être reprises comme complémentaires et supplétives. C'est le cas pour un certain nombre de compétences ayant trait aux structures agricoles.

Le Fonds d'investissement agricole est régionalisé, c'est une bonne chose. Cependant, son financement nous inquiète.

On se rappelle la manière lamentable dont les partis wallons actuellement au pouvoir ont négocié la loi de financement de la Communauté française. On connaît les problèmes financiers de l'enseignement et de l'audiovisuel, notamment.

En commission, j'ai posé des questions relatives au Fonds d'investissement agricole auxquelles je n'ai pas reçu de réponse. Aussi je me permets de les poser à nouveau.

Qui va supporter les dettes du passé de ce fonds et à combien se chiffre ce passif?

Les dossiers introduits en 1991 et 1992 ont-ils été instruits? Dans l'affirmative, les montants revenant aux agriculteurs ont-ils été liquidés?

Les dossiers introduits en 1993 seront-ils traités par les Régions? Ces dernières disposent-elles des moyens financiers pour honorer les engagements?

Quelle est la clé de répartition entre Régions?

Toutes les dispositions seront-elles transférées à un seul ministre régional ou prises en charge par différents ministres?

M. Desmedt. — Monsieur Houssa, à qui posez-vous toutes ces questions? Les auteurs de la proposition ne sont pas présents et le Gouvernement n'est pas représenté.

M. Hatry. — Nous assistons en effet à une scène surréaliste; nous voyons un ministre entrer et sortir aussitôt de l'hémicycle tel un fantôme!

M. le Président. — Le ministre a promis de revenir au Sénat dès que les votes seront terminés à la Chambre. Je signale d'ailleurs que le rapporteur de la commission est présent et qu'il peut prendre note des questions posées.

M. Houssa. — De toute façon, comme on me l'a dit en commission, on ne répondra pas à mes questions. Aussi, je préfère poursuivre leur énumération.

De quelle manière le transfert du personnel vers les Régions sera-t-il opéré?

Pour l'ONDAH, quelles sont les clefs de répartition entre la Flandre et la Wallonie? En un mot, le Gouvernement peut-il nous donner la garantie que les fonds nécessaires au développement de l'agriculture seront assurés?

Dans le budget 1993 de l'Agriculture, quelle est la part qui reviendra aux Régions? Peut-on nous en donner les montants par poste budgétaire?

En ce qui concerne les régions défavorisées, qui va définir dorénavant les zones? Les Régions sont-elles compétentes?

Quant aux primes pour les aides aux régions défavorisées, elles seront payées par les Régions. Avec quel budget?

Une commission de coordination et de concertation, une de plus, va être créée. Quels sont les pouvoirs de cette commission? En cas de désaccord, qui va trancher?

Allons-nous porter sur la scène internationale les divergences et les querelles d'aujourd'hui? Je le crains.

Rappelons que la réforme de la politique agricole commune est basée sur deux grands piliers: d'abord la baisse des prix avec compensation sous forme d'aides directes au producteur; ensuite, les mesures d'accompagnement en vue d'aboutir à une maîtrise de production.

Le premier volet relève de la politique des prix et de marchés. C'est une compétence fédérale. En ce qui concerne le second volet, bien que ce soient des compétences régionales — politique forestière, d'environnement, d'aménagement du territoire, de rénovation rurale et de conservation de la nature — celles-ci relèveront également de l'autorité fédérale en matière de politique agricole: maîtrise de la production, création de solutions de remplacement pour les revenus de l'agriculture, assurance d'un revenu aux exploitants agricoles âgés.

Pour le second volet, je souhaiterais connaître les dispositions qui ont été prises entre l'Etat fédéral et les Régions afin de travailler et de décider en parfaite harmonie.

On évoque les aides à la préretraite, à savoir une sorte de pré-pension. Quelles sont les intentions du Gouvernement fédéral à ce sujet? Cette préretraite est-elle de compétence fédérale ou régionale? Comment sera-t-elle organisée et financée? Sera-t-elle la même au sud et au nord du pays?

Les missions du Fonds agricole sont partiellement régionalisées. Lesquelles sont régionalisées? Quelles sont celles qui restent fédérales? Comment le fonds est-il alimenté? Les Régions sont associées à la gestion du fonds. Quel est le caractère de cette association? En cas de conflit, qui va trancher?

L'article 2, paragraphe 8, prévoit que la concertation avec l'autorité fédérale est obligatoire et vice versa lorsque la Région ou l'Etat fédéral envisagent de prendre des décisions qui pourraient avoir des conséquences sur le plan agricole.

Qui va arbitrer cette concertation? Que va-t-il se passer si une Région refuse d'appliquer la décision prise?

On assiste à une totale inadéquation entre les textes et la réalité sur le terrain. On met en place des mesures qui risquent de créer encore davantage de désordre et de creuser encore davantage le fossé entre nos Communautés.

Faute d'une régionalisation complète de l'agriculture, le PRL a déposé un amendement réclamant la régionalisation de la gestion des quotas laitiers. Je m'en explique dès à présent afin d'éviter une redite. Je suis déçu que le ministre wallon de l'Agriculture ne soit pas présent. Il prône en effet une telle mesure au Conseil régional wallon, en particulier pour le Luxembourg.

Lors de l'attribution des quotas laitiers en 1984, certaines régions ont été lourdement pénalisées. Il ne fut pas tenu compte de leur spécificité laitière.

La gestion régionale des quotas laitiers et leur fixation dans leurs zones de production constituent depuis plusieurs années la revendication principale des agriculteurs wallons et de leurs associations. Les glissements sud/nord de moyens de production sont régulièrement dénoncés.

Les structures de production étant différentes d'une région à une autre, il est indispensable de parvenir à un zonage de la mobilité et des réserves. Les transferts de quotas et les réserves doivent s'effectuer et se constituer dans chaque zone. C'est la raison pour laquelle nous réclavons la régionalisation de la gestion des quotas laitiers car nous n'avons pas confiance dans les commissions que le Gouvernement ne cesse de créer.

La dernière en date, la COMOB, est censée tout régler. Elle devra — mais personne ne sait comment — contrôler la mobilité des quotas, formuler un avis conforme concernant les demandes de dérogation pour un transfert hors des régions défavorisées. Et les autres régions de production, qu'en fait-on?

Soyons sérieux. Cette commission ne réglera ni les transferts ni la flambée des prix.

Il est indispensable de fixer les quotas dans les zones, de définir des modalités de transfert facilement applicables et contrôlables.

L'accord intervenu au comité de concertation ne rencontre aucun de ces objectifs.

La régionalisation de la gestion des quotas laitiers est réclamée avec raison par les associations agricoles wallonnes.

C'était également un engagement pris par les partis politiques wallons avant les élections législatives du 24 novembre 1991.

Lors du vote de notre amendement, je me réjouis de voir l'attitude des partis wallons, et notamment celle du parti du ministre wallon de l'Agriculture. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je le répète: la situation est tout à fait surréaliste! Nous avons vu entrer le ministre des Pensions; au moment où notre collègue lui posait une question sur l'agriculture, il est sorti par l'autre porte, accompagné de l'un de nos collègues. Plus aucun ministre n'était dès lors présent.

Si M. Houssa avait voulu s'adresser à ce moment à l'un des signataires de la proposition de loi, il n'en aurait trouvé aucun, MM. Cereuxe, Arts, Vandenberghe, Van Rompuy ou Schiltz, n'étant alors pas parmi nous.

Je me demande dès lors, monsieur le Président, quelle est l'utilité du débat que nous poursuivons sur un thème essentiel à l'avenir du pays, alors que le Gouvernement, qui est à l'arrière-plan de cette pseudo-proposition de loi, n'est même pas présent.

On est en droit de se demander de qui notre collègue Houssa attend une réponse. Il est intolérable qu'un débat de ce genre se déroule sans présence gouvernementale. (*Applaudissements.*)

Conformément à notre Règlement, je me permets, monsieur le Président, de vous prier humblement de requérir la présence d'un représentant du Gouvernement.

M. le Président. — C'est chose faite, monsieur Hatry. J'ai demandé que l'on informe M. le ministre du fait que la discussion sur la proposition de loi spéciale avait repris et que sa présence était souhaitée. Entre-temps, vous aurez constaté que plusieurs signataires de la proposition de loi sont entrés en séance et que les deux rapporteurs sont également présents. Les conditions sont donc réunies pour que nous puissions poursuivre le débat.

M. Desmedt. — Nous n'obtenons jamais de réponse, monsieur le Président. Nous avons poursuivi le débat pendant toute la journée d'hier et personne n'a répondu jusqu'à présent.

M. Schiltz. — Le droit de se taire est également sacré.

M. Monfils. — Hier soir, nous étions deux.

M. Schiltz. — Si l'on rediscute pour la troisième fois des mêmes éléments, une certaine sélectivité doit être opérée.

M. Monfils. — Dans ce cas, quittons la séance, monsieur Schiltz, nous avons d'autres choses à faire. Si l'on recommence vraiment la discussion pour la troisième fois, ne restons pas ici écouter des propos méprisants de la part d'un membre de la majorité, laquelle n'a d'ailleurs pas répondu à une série de questions,

notamment en matière d'agriculture. (*M. le ministre Dehousse entre en séance.*) Voilà enfin le seul homme sérieux du Gouvernement, qui nous a aidés!

M. le Président. — Monsieur Monfils, je vous invite à laisser parler M. Hatry.

M. Hatry. — Je vous remercie, monsieur le Président, et je remercie également M. le ministre Dehousse de nous honorer de sa présence cet après-midi. Il pourra ainsi écouter les commentaires plus ou moins intéressants que nous allons consacrer à la proposition de loi en discussion.

Je désire aborder trois thèmes spécifiques, que je regrouperai afin de ne pas lasser l'assemblée en prenant trois fois la parole.

De heer Schiltz. — Ik vraag het woord bij ordemotie. De algemene bespreking is gesloten.

M. Hatry. — Je parlerai de trois thèmes spécifiques, monsieur Schiltz. Nous sommes actuellement dans la discussion thématique et j'aborderai trois thèmes concernant les articles 2 et 3, puisque vous souhaitez cette précision. J'en ai parfaitement le droit, et vous n'êtes pas encore le régent de cette assemblée.

Loin de moi l'idée, monsieur le Président, de croire que le monde politique joue un rôle essentiel dans le commerce extérieur d'un pays. Très souvent, les ministres du Commerce extérieur qui s'attribuent le mérite de performances enregistrées à l'étranger par certaines entreprises ne sont que des mouches du coche qui engrangent les résultats acquis par d'autres.

Je ne surestime donc nullement l'appui que représente l'administration publique au niveau du Commerce extérieur. Cependant, il est des domaines essentiels où l'administration mais aussi un bon ministre du Commerce extérieur et les organes de financement du Commerce extérieur jouent un rôle. En effet, d'abord, un ministre du Commerce extérieur peut ouvrir certaines portes, donner accès à des pays où l'autorité publique occupe une place primordiale en matière de relations commerciales internationales. Ensuite, la structure administrative du Commerce extérieur peut se révéler utile au niveau de l'information destinée à nos exportateurs. Enfin, les structures financières mises à la disposition de nos exportateurs sont également indispensables en raison de la compétition internationale. Il faut en effet reconnaître que la plupart des pays, même membres du groupe des pays industrialisés, ne respectent pas suffisamment les conventions conclues dans le cadre de l'OCDE en matière de conditions de financement du commerce international.

C'est dire que l'attribution de la part prédominante du Commerce extérieur aux Régions n'est pas, à proprement parler, catastrophique. Cependant, compte tenu de l'état actuel des relations économiques sur le plan international, le découpage quasi total du Commerce extérieur entre les Régions aura diverses conséquences négatives: l'administration déjà totalement démolie deviendra encore moins performante, les représentations commerciales à l'étranger déjà excessivement politisées le seront encore davantage et les moyens, actuellement insuffisants pour la seule Belgique, seront encore plus éparpillés et donc encore plus faibles.

Enfin, la haute personnalité qui dirige habituellement les plus grandes missions commerciales internationales susceptibles de nous ouvrir certaines portes risque dorénavant de ne plus faire bénéficier ces missions de sa présence pourtant hautement souhaitable et efficace dans les démarches faites à l'étranger.

Les conséquences de la réforme qui nous est soumise en matière de Commerce extérieur me paraissent donc très inquiétantes.

En fait, que va-t-il se produire?

Certaines Régions — je pense plus particulièrement à la Région bruxelloise — seront dans l'impossibilité d'atteindre la masse critique leur permettant d'avoir un impact sur l'étranger. La Région bruxelloise vient d'ailleurs de soumettre un projet d'ordonnance au Conseil régional de Bruxelles-Capitale, projet plutôt maigre et qui, en fait, montre seulement combien il est urgent pour la Région de réagir face à ce qui se prépare. En effet, nos moyens par rapport à la masse critique ne cessent de diminuer, non seulement

à cause du découpage du Commerce extérieur entre les Régions, mais également à cause de l'austérité budgétaire qui frappe à la fois l'Etat central et les Régions. Les moyens sont insuffisants au niveau des Régions.

Mais sur le plan national également, on constate une diminution des moyens diplomatiques. Nous fermons une série d'ambassades et de consulats généraux importants pour notre représentation à l'extérieur et précieux pour notre commerce international. Je mentionnerai à titre d'exemple les consulats de Marseille, Bombay, de Rio de Janeiro, le bureau commercial de Manchester ainsi qu'une dizaine d'ambassades, principalement dans des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Cela signifie que, pour un nombre de plus en plus important de pays, la présence belge deviendra une tache blanche et que nos industriels seront livrés à eux-mêmes.

Le monde économique avait avancé une solution alternative dont on aurait pu penser qu'elle aurait été retenue par le monde politique, alors qu'en fait elle ne constituait au mieux pour l'exportation qu'un pis-aller. Il s'agissait d'une disposition nuancée en vertu de laquelle le Commerce extérieur était effectivement attribué aux Régions; mais, à défaut d'une présence régionale, le national reprenait ses droits et pouvait assurer une représentation internationale. Dans l'esprit des auteurs de cette proposition, soit essentiellement la FEB, l'UEB et les associations professionnelles dont Fabrimetal, figurait un schéma structuré dans lequel les Régions jouiraient de la prédominance en matière de représentation commerciale dans les pays européens tandis que le royaume de Belgique continuerait à assumer les responsabilités dans les pays extra-européens, c'est-à-dire situés en dehors de la CSCE, soit la zone continentale européenne.

Une telle formule était assez rationnelle et aurait permis notamment de maintenir la présence du prince Albert à la tête des grandes missions internationales. Pourrait être aussi plus facilement assuré un financement adéquat de la grande exportation internationale, laquelle requiert le plus la combinaison d'interventions de la part des prêts d'Etat à Etat, du Ducroire, de Copromex et d'autres institutions, privées, de financement.

Nous avons d'ailleurs introduit un amendement à ce projet de loi dans ce sens. Nous y reviendrons au moment opportun.

Même si nous n'attribuons pas à l'autorité administrative un mérite suprême dans les réussites du commerce international, la disposition que nous préconisons aurait pour effet de rendre plus rationnelle la répartition des tâches, permettrait de rendre les Régions et l'Etat central plus performants et n'engendrerait pas de double emploi nuisible à l'efficacité des moyens humains, matériels et financiers mis en œuvre en la matière.

Tel est le point de vue qui, à mes yeux, doit être défendu en matière de Commerce extérieur, la formule préconisée par les auteurs de la proposition de loi me paraissant tout à fait négative et susceptible d'entraîner à long terme des conséquences néfastes au niveau de nos performances.

Ma deuxième réflexion a pour objet les problèmes écologiques que la proposition de loi prétend également résoudre.

La proposition qui nous est soumise comporte incontestablement un énorme inconvénient: elle nous singularise et nous sépare totalement des solutions appliquées dans les pays voisins. Par ailleurs, elle nous classe en situation d'infraction majeure par rapport à nos obligations envers la Communauté européenne. Dès avant le vote du texte relatif aux écotaxes, certains de nos partenaires ont déjà attiré l'attention de la Commission européenne sur le caractère indu des mesures.

Je vous confirme que, lors du conseil Industrie qui s'est tenu le 4 mai 1993, le gouvernement britannique a introduit un document contenant l'analyse des conséquences économiques et environnementales des mesures unilatérales prises par certains Etats membres de la Communauté dans le domaine de l'emballage.

La Belgique, en faisant fi d'un avis récent du Conseil d'Etat qui invite le Gouvernement, avant toute prise de décision finale par le Parlement, à notifier la mesure envisagée à la Commission européenne au titre du règlement 83/189, viole ses obligations envers la Communauté. Dès lors, sans le moindre doute, nous serons cités devant la Cour de justice. Nos amis des groupes parlementaires

verts se font certes beaucoup d'illusions s'ils s'imaginent que ces dispositions entreront en vigueur avant le règlement de ce conflit majeur devant la Cour de justice.

Ce n'est certes pas le manque d'initiatives en la matière qui pourrait justifier la prise de ces mesures relatives aux écotaxes. En effet, à de nombreuses reprises, des actions efficaces ont été mises en œuvre dans divers domaines de protection de l'environnement en matière d'emballages et de produits de consommation. Des accords volontaires ont été conclus entre les pouvoirs publics et les entreprises, et ce dans les domaines du mercure utilisé dans les piles, des émissions causant les pluies acides, de la protection de la nappe phréatique contre les citernes à mazout — totalement isolées à l'heure actuelle —, dans celui de l'emballage, sans oublier le soufre des combustibles et la lutte contre la pollution automobile, etc. Une grande partie des investissements destinés à la recherche scientifique sont effectués par les entreprises qui tiennent compte de l'environnement. A cet égard, je signale que lors de la construction de la dernière raffinerie belge en 1976 déjà, 25 p.c. des investissements ont été consacrés à l'amélioration des installations et des produits. En d'autres termes, sur un montant total de 15 milliards, environ 3,5 milliards ont été destinés à la protection de l'environnement. Par ailleurs, il convient de souligner que 80 p.c. du montant destiné à la recherche environnementale sont actuellement financés par les entreprises.

Je signale également le caractère nuisible pour l'environnement de l'absence de croissance. Malheureusement, les réactions des organisations syndicales et du patronat à l'égard des mesures envisagées dans le domaine des écotaxes sont le présage de conséquences qui seront tout à fait négatives vis-à-vis d'une croissance déjà insuffisante. Par conséquent, votre système fortement critiquable en soi est encore mis en œuvre au moment conjoncturel le plus mauvais.

Force est de constater que les écotaxes concoctées à l'intérieur d'un caucus belgo-belge ne correspondent aucunement aux critères réels d'une politique environnementale économiquement justifiée. Une approche concertée à l'échelle internationale serait préférable à de telles mesures.

J'ai démontré combien nous étions loin de remplir nos obligations envers la Communauté européenne. Nous devons tenir compte des dispositions prises par les pays voisins, ainsi que des directives et des propositions de directives européennes en matière de déchets. Il faut disposer de critères de taxation scientifiquement fondés quant aux taux et aux produits à taxer. Rien dans ce caucus à sept qui a présidé au choix et au niveau des taxes à appliquer ne repose sur une quelconque base scientifique. Il faut une certitude quant à l'applicabilité des techniques de taxation et des conséquences qui découlent des taxes qui ont été imposées.

Je cite à ce propos le ministre des Finances qui nous a dit en commission qu'il s'inclinerait si le Gouvernement lui demandait de percevoir des accises sur des produits qui n'en sont pas encore frappés à l'heure actuelle mais qu'il ne ristournerait que le solde net, déduction faite des frais de perception. Cette technique ne laisserait pas grand-chose à ceux qui veulent utiliser cet argent pour la promotion de l'environnement, surtout dans le cas des produits que je viens d'évoquer.

Il aurait fallu limiter l'impact inflationniste de cette mesure en la neutralisant dans l'index et reconnaître les efforts qui ont déjà été consentis. Il aurait fallu mettre l'accent sur des objectifs écologiques — et non budgétaires — qui tiennent compte des conséquences socio-économiques. Les producteurs et les distributeurs ne recouraient pas aux emballages perdus pour leur seul profit. Ceux qui se souviennent de la distribution des boissons rafraîchissantes, du lait, et d'autres produits voici seulement une quarantaine d'années peuvent mesurer les progrès réalisés dans ce domaine. Le consommateur ne trouvera certainement pas son compte dans les nouvelles dispositions.

Je terminerai cette partie de mon intervention en passant en revue les grands principes qui sont totalement bafoués par la proposition de législation relative à ce système d'écotaxes. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point avec l'examen de la loi ordinaire.

Quoi qu'il en soit, il est certain déjà que la proposition en matière d'écotaxes est en contradiction avec l'approche du problème des déchets par la France et par l'Allemagne notamment, qui est aussi celle vers laquelle se sont orientées les trois Régions qui ont conclu des conventions en la matière avec le monde économique. Dans cette proposition, les taxes sont fixées arbitrairement et se résument à la création de discriminations, sans vérification de leurs implications techniques et en l'absence d'une vue précise des conséquences qu'elles seraient susceptibles d'entraîner. Ceux qui ont voulu ces taxes sont précisément ceux qui préconisaient des éco-audits et qui n'ont pas profité de l'occasion pour les réaliser. Enfin, la proposition de loi méconnaît même l'existence des accords volontaires régionaux. En réalité, à l'image de ce qui a été fait dans le domaine de l'énergie, on utilise l'alibi européen pour percevoir une taxe additionnelle. A nouveau, ce n'est pas l'écologie qui a inspiré les solutions proposées. Dans une large mesure, des taxes ne tiennent aucun compte des conséquences socio-économiques. On aura à s'en repentir dans la suite.

Le troisième et dernier volet de mon intervention thématique concerne la recherche scientifique. Je renvoie les collègues intéressés par cette matière à une interpellation que j'ai adressée, le 21 juin 1990, au ministre de la Politique scientifique de l'époque. La Belgique n'était pas encore l'Etat fédéral qu'on nous prépare mais notre politique scientifique souffrait déjà incontestablement d'un double défaut : d'une part, l'insuffisance globale des ressources et, d'autre part, l'éparpillement total de celles-ci dans un nombre trop important de centres de « pseudo-décisions » ou de décisions à portée limitée. Les problèmes étaient les mêmes qu'en 1989, année au cours de laquelle j'avais interpellé M. Schiltz sur le même sujet. Je m'étais référé à la revue *Objectif Recherche*, spécialisée dans le domaine de la recherche scientifique et censée représenter le point de vue des chercheurs. Les auteurs de cette revue constataient que la recherche scientifique était éparpillée dans onze centres de décision au sein de l'Etat national, des trois Régions et des trois Communautés.

Le ministre Schiltz m'avait, à l'époque, donné une réponse ironique, en indiquant que les auteurs de la revue s'étaient trompés, qu'il ne s'agissait pas de onze centres de décision mais de dix-huit. En effet, certains ministres disposant de moyens destinés à subvenir au financement de la recherche, par exemple dans les domaines de l'agriculture ou de la défense nationale — départements dont les budgets comprenaient des postes « Recherche » assez importants — avaient apparemment été oubliés.

M. Mouton, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

La réforme que nous menons actuellement ne contribuera certainement pas à améliorer la situation. Le nombre de centres de décision ne diminuera pas, chaque ministre restant maître de la recherche dans son département. Nous pouvons, dès lors, nous attendre, demain ou après le vote de la réforme, à ce qu'une nouvelle édition de la revue *Objectif Recherche* mentionne vingt à vingt-deux ministres disposant, à des titres divers, de ressources « fondantes » dans le domaine de la recherche scientifique. J'y reviendrai dans un instant.

Malgré l'effort méritoire fourni entre 1981 et 1987 en vue d'augmenter les moyens attribués à la recherche scientifique, force est de constater que l'historique en la matière traduit un déclin continu de l'« input ». L'aide publique destinée à la recherche ne cesse de diminuer. Or, dans la mesure où l'« input » baisse, l'« output » suit le mouvement après peu de temps. Notre participation au projet Eureka, par exemple, ou à des activités de recherche patronnées par la Commission européenne décroît de plus en plus.

En ce qui concerne le projet Eureka, plusieurs milliers d'entreprises en ont bénéficié et la Belgique était particulièrement efficace les premiers temps : un pourcentage extrêmement élevé d'entreprises — notamment des leaders belges — ont participé à ce projet. Hélas, les toutes dernières manifestations en la matière

écartent pratiquement la Belgique. Nos entreprises avaient pourtant bénéficié, pendant de longues années, des retombées de ce projet, au label prestigieux.

Il en va de même pour les grands projets communautaires européens ou en ce qui concerne notre participation, qui ne cesse de décliner, dans des programmes plus généraux que ceux que je viens d'énumérer. Je pense aux projets Esprit, Race, Euram, Brite, Fast et Cost.

Ce problème devient tellement aigu que je ne peux m'empêcher d'évoquer la situation existant dans d'autres pays de la Communauté.

C'est ainsi qu'en Irlande, pays dont la population est comparable à celle de la Wallonie, une étude réalisée au début des années quatre-vingts sur l'utilisation des fonds publics consacrés à la recherche a révélé que le budget consacré à la recherche était juste suffisant pour payer le ministre, le cabinet et les fonctionnaires du ministère intéressé et pour participer à certains projets internationaux. Les universités, les entreprises et les laboratoires indépendants ne profitaient plus d'aucune retombée pour les stimuler à entreprendre des recherches.

La situation qui existait en Irlande dans la décennie quatre-vingts est la préfiguration de ce que deviendra demain la recherche scientifique dans notre pays. En cause, une insuffisance totale de moyens, la dispersion des compétences et l'affectation majoritaire des fonds encore disponibles à des dépenses administratives plutôt qu'à l'encouragement de la recherche scientifique.

La publication de l'OCDE de 1992 consacrée aux principaux indicateurs de la science et de la technologie donne les résultats des dépenses intérieures brutes de recherche et de développement en 1990. Ces résultats sont très inquiétants pour la Belgique. En effet, de la vingtaine de pays de l'OCDE recensés, la Belgique est déjà la lanterne rouge en ce qui concerne les dépenses publiques affectées à la recherche scientifique.

Les Etats-Unis consacrent 1,30 p.c. de leur produit intérieur brut à la recherche scientifique publique, la France 1,17 p.c., la Suède 1,09 p.c., l'Allemagne 0,96 p.c., la Norvège 0,94 p.c., et les Pays-Bas 0,90 p.c. Viennent ensuite un certain nombre de pays se situant entre 0,80 et 0,60 p.c.: le Royaume-Uni, le Danemark, l'Australie, l'Italie, la Suisse, la Finlande, l'Autriche, le Canada et le Japon. La Belgique ferme la marche avec 0,47 p.c.!

Inutile de vous dire que la réforme découpera encore un peu plus ce misérable 0,47 p.c. Le modèle de l'Irlande sera le nôtre en la matière.

C'est uniquement parce que les entreprises établies en Belgique consacrent un pourcentage plus ou moins comparable à celui de pays comme les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, de l'ordre de 1 à 1,7 p.c., que la Belgique fait un peu moins mauvaise figure et arrive à porter l'ensemble à 1,60 p.c. du produit intérieur brut et à 1,69 p.c. avec les autres sources de financement.

C'est cette mise en garde que je voudrais formuler à l'égard de l'éparpillement de la recherche.

Malheureusement, la compartimentation existant entre les institutions appartenant au régime linguistique néerlandophone et au régime linguistique francophone et entre les institutions officielles et les institutions catholiques — qui aurait dû être un incitant à une émulation ou une coopération — ne s'est pas révélée suffisamment constructive. Or, à cet éparpillement, nous allons en ajouter un autre qui sera fatal pour la recherche scientifique de notre pays. Voilà donc un troisième volet qui sera source de faiblesse et qui prouve que la proposition dont nous discutons aujourd'hui est d'un intérêt absolument négatif pour les perspectives de notre pays. Je ne puis accepter l'idée que le calme institutionnel et communautaire, auquel nous aspirons autant que la majorité, doit être payé par ce prix. Un peu moins de précipitation, un peu plus d'efforts dans l'analyse et dans la qualité des décisions qui nous sont soumises ainsi qu'une vision davantage à long terme des intérêts de nos concitoyens, que ce soit dans le domaine du commerce extérieur, de l'environnement ou de la recherche scientifique, auraient été de mise pour des points aussi essentiels de notre avenir.

Un peuple est ce qu'à longue échéance, son niveau de formation intellectuelle, d'aptitude technique et de productivité lui permettra de réaliser. En sacrifiant la recherche scientifique, nous sacrifions nos perspectives à long terme. Un peuple dépend aussi de ce qu'il lui est possible d'exporter car, sans son potentiel exportateur, le niveau de vie en Belgique serait largement inférieur à celui que nous connaissons maintenant. Mais cela également, nous le sacrifions sur le douteux autel de la concertation politique, au sein de l'actuelle majorité.

J'ajoute que je n'ai pas beaucoup d'inquiétudes en ce qui concerne les écotaxes. Si ce dossier est médiocrement conçu dans ses effets sociaux et économiques, mauvais et mal inséré dans nos obligations internationales, je suis malgré tout assez rassuré, car j'estime que ces taxes ne seront pas appliquées. L'œuvre entreprise sur ce plan-là sera peut-être la démonstration de ce qu'une famille politique, jeune et sympathique à beaucoup de points de vue, comme Ecolo-Agalev, se fait parfois rouler par ses partenaires. Je propose que, dans deux ans, nous dressions ensemble le bilan: je suis persuadé que rien de ce pourquoi ils ont vendu leur âme n'aura été réalisé! Ils se repentiront alors d'avoir contribué à détériorer leur image — ce que les sondages révèlent dès à présent — pour un plat de lentilles qui ne sera jamais cuit et qu'ils n'auront donc même pas l'occasion de manger. Ce chapitre-là de la loi institutionnelle restera sans effet.

Monsieur le Président, telles sont les quelques observations thématiques — je le précise à l'intention de M. Schiltz — que je voulais consacrer aux problèmes abordés dans le cadre de cette proposition de loi.

M. Schiltz, rapporteur. — Monsieur Hatry, cette répétition sera fort utile, car elle me permettra d'incruster vos propos dans ma mémoire!

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Arts.

De heer Arts. — Mijnheer de Voorzitter, in tegenstelling tot sommige collega's die tijdens de algemene bespreking uitgebreid handelden over specifieke juridische aspecten in verband met de strafwetbevoegdheden, wil ik hier, in een kort politiek betoog, enkele algemene bedenkingen maken in verband met de bijzondere wet die de staatshervorming afrondt en ook enkele juridisch geïnspireerde opmerkingen over de nieuwe strafwetbevoegdheden naar voren brengen, zonder evenwel de politieke context uit het oog te verliezen.

De rechtstreekse verkiezing der Gemeenschaps- en Gewestraden is op zichzelf al een merkwaardige federale stap. In principe kunnen deze Raden niet meer worden gehinderd door enig «fedeeraal» conflict. Zij zullen doen wat hen goed lijkt. Die ontwikkeling is niet te stuiten en zal zelfs de huidige bevoegdheidsverdeling overstijgen. Ik geef een voorbeeld. Wanneer de Vlaamse gemeenschapsminister voor Binnenlandse Aangelegenheden zich *hic et nunc* mengt in de discussie over een mogelijke defusie van de stad Antwerpen wordt hij als een volwaardig gesprekspartner aangezien. De gemeenschapsminister heeft wel het toezicht op de gemeenten, maar de fusie-operatie is nog steeds federale materie. In tegenstelling met de huidige situatie antwoordde de voorzitter van de Vlaamse Executieve enkele jaren geleden nog, in verband met een voorstel tot grenscorrectie van de stad Antwerpen, dat hij geen actieve houding kon aannemen, maar dat hij wel de Belgische minister van Binnenlandse Zaken een advies zou verstrekken. De evolutie staat dus niet stil en gaat zelfs verder dan de teksten.

Het legislatuurparlement op federaal en regionaal niveau houdt kansen in voor een versterking van de democratie. Er moet daarover niet te veel worden gefilosofeerd, maar er moet worden gekeken naar wat er op gemeentelijk vlak effectief gebeurt. De legislatuurgemeenteraad stelt zich zeer dynamisch en democratisch op zonder al te veel politieke impasses. Politieke impasses kunnen we op het regionale als op het federale niveau evenzeer missen. Een vrije ontwikkeling van de deelstaten met daarbij een sterk federaal gezag dienen de democratie.

Het Sint-Michielsakkoord verwijdert ons van het separatisme en zet ons mogelijk op de weg naar een lossere federatie Vlaanderen-Wallonië, tenzij er een politieke breuklijn komt waarbij er

naast gemeenschapspartijen terug federale partijen ontstaan. Vooralsnog is zulks niet het geval. De mogelijk lossere federatie vormt voor België geen enkel probleem voor zoverre Europa als vangnet kan functioneren. De evolutie in België is dus gebonden aan de evolutie in Europa.

De tweeledigheid van ons model komt ook tot uiting in de verbeterde structuur van Brussel. Brussel heeft een roeping als Europese regio, niet als derde Gewest. Overigens gebiedt de sociologische realiteit Brussel te komen tot wat het in werkelijkheid is, namelijk een stadsgewest, niet minder, maar ook niet meer. Brussel is dus een stadsgewest waar de beide grote gemeenschappen van het land zich moeten thuisvoelen. Als Brussel zich niet als dusdanig realiseert, dan brengt het ons land in gevaar en niet omgekeerd.

Het is in deze politieke context dat ik het nu iets meer juridisch wil hebben over de bepalingen over de strafwetbevoegdheid.

Artikel 5 van het voorstel geeft door wijziging van artikel 11 van de bijzondere wet drie nieuwe bevoegdheden inzake strafwetgeving aan de Gemeenschappen en Gewesten. In het eerste lid wordt *stricto sensu*, zonder enige tussenkomst van het federale niveau, net zoals nu al de regel is, de bestaande bevoegdheid om wetgeving uitvoerbaar te maken door het invoeren van een strafbepaling, uitgebreid op twee punten: de strafmaat wordt uitgebreid tot criminele straffen. Alle straffen uit het Strafwetboek kunnen door de Gemeenschappen en Gewesten worden opgenomen in hun decretale wetgeving; en van boek I van het Strafwetboek kan door de decreetgever worden afgeweken voor bijzondere inbreuken, voor zover het geen nieuwe straffen of strafbaarstellingen betreft.

Met straf of strafbaarstelling wordt hier verwezen naar straffen of een nieuw soort van strafbaarstelling die nog niet zijn opgenomen in de regels van boek I van het Strafwetboek. Ik onderschrijf trouwens de interpretatie van collega Cerehe als hij zegt: « J'entends par pénalisation l'érection en infraction d'un comportement donné. »

Het gaat dus niet over « wijzigingen » aan de bestaande regels van boek I. Het moet gaan over het invoeren van « niet-voorziene » dus nieuwe straffen of een nieuwe soort van strafbaarstelling. Ik herhaal dus dat volgens de tekst van het voorstel zelf voor de uitoefening van deze twee geciteerde bevoegdheden waarin het eerste lid van het nieuwe artikel 11 van de bijzondere wet voorziet, *stricto sensu* geen federaal toezicht, geen federaal overleg en dus geen verplicht eensluidend advies van de Ministerraad wettelijk verplicht is. Zulks is wel het geval voor de derde bevoegdheidsuitbreiding bepaald in het tweede lid van artikel 11, de mogelijkheid voor Gemeenschappen en Gewesten om straffen of strafbaarstelling in te voeren niet vermeld in boek I van het Strafwetboek.

De indieners hebben voor de toepassing, de uitvoering en de procedure van artikel 11 in de tekst een onderscheid gemaakt al naargelang de wetgeving wordt ingeleid bij wege van een ontwerp dan wel bij wege van een voorstel.

Voor de te volgen procedure is de tekst zeer duidelijk wanneer het gaat om een ontwerp van decreet. Het nieuwe tweede lid van artikel 11 stelt: « Het eensluidend advies van de Ministerraad is vereist voor iedere beraadslaging in de Gemeenschaps- of Gewestregering over een voorontwerp van decreet. » In de term « voor iedere beraadslaging » heeft het woord « voor » geen accenten en wordt niet vertaald als *avant*, maar als *pour*. De nadruk ligt dus op « iedere beraadslaging » en niet op het tijdstip ervan. Deze tekst is dus niet toepasselijk op een beraadslaging over een bekrachtiging of een afkondiging, waarbij ik het onderscheid aanvaard dat de heer Lallemand gisteren heeft gemaakt. Een beraadslaging over een afkondiging of een bekrachtiging kan immers nooit een beraadslaging zijn over een voorontwerp van decreet.

De tekst is minder duidelijk wanneer de bevoegdheid wordt uitgeoefend via de procedure van een voorstel. De indieners verwijzen hier steeds, en terecht, naar de tekst van het voorgestelde artikel 2, paragraaf 11, waardoor artikel 6 van de bijzondere wet wordt gewijzigd. Deze tekst luidt: « Indien een voorstel een materie betreft » — dit woord komt nog een paar keer terug — « in artikel 11, tweede lid, vindt het overleg, de betrokkenheid of de adviesverlening van de federale overheid en de betrokken

Gemeenschaps- of Gewestregeringen plaats volgens de regelen bepaald in het reglement van de Wetgevende Kamer of Raad waarbij het voorstel werd ingediend. »

De wijziging in dit artikel 2, paragraaf 11, betreft andermaal textueel — ik doe hier echt aan tekstontleding — de materie van artikel 11, tweede lid, en niet de procedure beschreven in dat artikel 11, tweede lid, namelijk de procedure van het verplicht eensluidend advies. Alle indieners van het voorstel en de grote meerderheid van de leden van de meerderheid hebben in de commissie uitdrukkelijk verklaard dat deze tekst evenwel moet worden gelezen in deze zin: « Zoals voor de decreetontwerpen er ook voor de voorstelteksten een eensluidend advies van de Ministerraad vereist is inzake de decretale invoering van nieuwe straffen of strafbaarstellingen die niet in boek I van het Strafwetboek voorzien zijn. » Ook de oppositie had zich in de commissie bij deze interpretatie aangesloten en een amendement bij artikel 2, paragraaf 11, om aan het woord « advies » het woord « eensluidend » toe te voegen, ingetrokken om te voorkomen dat een verwerping van dit amendement zou leiden tot de tegenovergestelde interpretatie, namelijk dat er bij zulke voorstellen geen eensluidend advies vereist is.

De heer Swaelen treedt opnieuw als voorzitter op

Groot is dan ook mijn verwondering dat de oppositie thans in openbare vergadering, zo lees ik toch in het stuk 33, aan dit artikel 11 toch wil toevoegen « alsook over ieder voorstel van decreet over dezelfde materie. » Daarmee maken zij dus dat eensluidend advies-recht ook vereist voor de voorstellen. Om begrijpelijke redenen zullen wij de amendementen van de oppositie niet aannemen, al was het maar om de voorgestelde procedure en de nieuwe wetgeving niet uit te stellen. Aan de oppositie om ter zake haar verantwoordelijkheid te nemen.

Mijn verwondering is echter nog groter bij het PRL-amendement, gedrukt stuk 22, dat voorstelt voor het artikel 11, tweede lid, het verplicht eensluidend advies te vervangen door een gewoon advies. Ik vraag mij hierbij ernstig af wat ze nu precies willen. Zij moeten hun verantwoordelijkheid op zich nemen, zij zullen de onze door ons stemgedrag duidelijk maken.

M. Monfils. — Monsieur le Président, M. Arts a constaté comme moi l'existence d'une erreur quant au dépôt de ces amendements. Indépendamment de notre désaccord concernant la procédure, je ne vois aucune raison de maintenir ces derniers à partir du moment où nous avons la certitude — et nous l'avons obtenue en commission — que l'avis conforme est obligatoire et que la même procédure doit être suivie en matière de propositions de décret comme en matière de projets de décret. Si on les repoussait en effet, il pourrait en être déduit que l'avis conforme n'est pas requis en matière de propositions de décret. Or, après une très longue discussion en commission, discussion à laquelle j'ai participé, il a été dit que le problème pouvait être réglé par le biais du onzième point, du fait que l'avis conforme est compris dans les éléments qui y sont fixés et, notamment, dans le libellé « concertation, avis... »

Aussi, je me proposais de retirer, au moment opportun, ces amendements qui n'ont plus de raison d'être. Nous sommes donc bien d'accord, vous et moi.

De heer Arts. — U bedoelt beide amendementen?

M. Monfils. — Les deux, forcément, ils vont de pair.

De heer Arts. — Alle twee, dat is verstandig.

M. Monfils. — C'est l'ardeur d'un prosélyte qui a fait que nous avons redéposé un peu hâtivement ces deux amendements devenus sans objet à l'issue de la discussion en commission.

Je suis un homme sérieux. A partir du moment où j'obtiens satisfaction, je n'ai aucune raison de me livrer à un quelconque « barnum » en séance publique.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Arts.

De heer Arts. — Mijnheer Monfils, mijn verwondering slaat om in bewondering voor uw inzicht. Ik zal dus niet de gelegenheid krijgen om eventueel door een stemgedrag de tekst te bevestigen.

Ik voeg er onmiddellijk aan toe dat er in de commissie eensgezindheid was om de tekst op een welbepaalde wijze te interpreteren. Ik neem daar niets van terug. Ik ben ervan overtuigd dat de voltallige Senaat, zeker na deze verduidelijking, mijnheer Monfils, deze interpretatie zal bevestigen. Dat is de wil van de wetgever.

Tegenover deze bijna unanimiteit blijf ik er toch aan twifelen of bij voorstellen het eensluitend advies van de Ministerraad zal kunnen worden afgedwongen. Hopelijk zal men teruggrijpen naar deze discussie en naar deze tekstverklaringen. Bovendien wordt door artikel 2, paragraaf 11, aanvullend artikel 6, paragraaf 8, van de bijzondere wet, opgelegd dat het overleg moet plaatshebben tussen de Regeringen van de Gemeenschappen en de Gewesten en de federale overheid. Misschien kan door het vermelden van die Regeringen ook worden verwezen naar de procedure van artikel 11, tweede lid zelf, zijnde het eensluitend advies.

Wanneer het verplicht eensluitend advies van de Ministerraad toch de regel wordt — wat wij allen wensen — voor de materie van artikel 11, tweede lid, blijven er nog enkele vragen die in het commissieverslag slechts gedeeltelijk of helemaal niet werden beantwoord.

Ten eerste, de Raad of Kamer die in een reglement de procedure van eensluitend advies van de Ministerraad zou uithollen, zal de incidentele toetsing van het Arbitragehof moeten gedogen. Indien zou worden bepaald dat het eensluitend advies geacht wordt te zijn gegeven wanneer er geen advies is uitgebracht, bijvoorbeeld binnen een termijn van één maand, zou het decreet dat onder die procedure tot stand komt, gevaar lopen te worden vernietigd. Wat de toetsing van het Arbitragehof betreft, verwijs ik trouwens naar de uiteenzetting van de heer Lallemand van gisteravond.

Nergens wordt bepaald wanneer het advies moet worden gegeven. Wij zijn er slechts zeker van dat er wel degelijk een eensluitend advies moet zijn. Niets sluit dus uit dat het eensluitend advies op een voorstel ook na een eindstemming tot stand kan komen al werd in de commissie gezegd dat het advies ten laatste vóór de eindstemming moet worden verleend. De essentie ter zake is immers de instelling voor deze beperkte materie van nieuwe straffen van een hiërarchie der normen. De federale overheid zal bij monde van de Ministerraad akkoord moeten gaan. Dit is geen eigenlijke vetorecht, in de logica van onze werkwijze is het een beperking van de bevoegdheidsdelegatie van het federale niveau ten voordele van de deelentiteiten. Het is dus ook geen gedeelde bevoegdheid aangezien er geen overlegprocedure bestaat in de omgekeerde richting, noch een eensluitend advies van de deelgebieden wanneer de federale overheid zelf in een nieuwe straf voorziet voor boek I van het Strafwetboek.

Welke procedure moet worden gevolgd wanneer er amendementen worden ingediend? Wij moeten alvast een onderscheid maken tussen substantiële en niet-substantiële amendementen. Indien door een Gemeenschaps- of Gewestraad bij wijze van decreet een straf van dienstverlening van 8 uur per dag wordt voorgesteld en men zou dit bij amendement willen uitbreiden tot 16 uur per dag, kan men dit amendement beschouwen als een substantieel amendement. Hierover kan men oneindig blijven twisten. Stel dat het amendement zou bepalen dat de straf slechts 9 uur per dag mag bedragen. Ik stel voor dat wij het criterium aanvaarden dat een amendement substantieel moet zijn om de procedure van eensluitend advies verplichtend te stellen.

Er moet een tweede onderscheid worden gemaakt naargelang het amendement wordt ingediend door de Regering of door een raadslid. De Regeringen zijn gebonden door de tekst zelf, die bepaalt « voor iedere beraadslaging ». Dit wil dus zeggen dat ook de beraadslaging over substantiële amendementen moet worden voorafgegaan door een eensluitend advies van de Ministerraad. Voor de amendementen van de raadsleden moet uiteraard dezelfde procedure worden gevolgd als voor een voorstel.

Deze opvatting is in strijd met de verklaring die de minister van Wetenschapsbeleid heeft afgelegd en die men kan terugvinden op bladzijde 196 van het verslag. Dit is echter slechts een procedurepunt, iets waarin wij zeer sterk schijnen te zijn.

Wij hopen dus dat onze opvolgers in de onderscheiden wetgevende vergaderingen bij de totstandkoming van decreten of ordonnanties met betrekking tot de materie van artikel 11, tweede lid, het verplicht eensluitend advies zullen opnemen in hun reglement.

Van deze gelegenheid wil ik ook gebruik maken om in de geest van de Sint-Michielsakkoorden en de verder doorgedreven federalisering ook een standpunt in te nemen in de twist over de zogenaamde administratieve sancties. Ik ga ervan uit dat zulke administratieve sancties, doorgaans in de vorm van administratieve boetes, volledig tot de bevoegdheid van Gemeenschappen en Gewesten behoren die thans door de zo vaak herhaalde verwijzing naar de nieuwe omschrijving van artikel 19, het nieuwe artikel 10 van de bijzondere wet, eigenlijk een ruimere bevoegdheid krijgen. Het mogelijk dispuut dat nu nog over deze materie kan bestaan, zou dus in de geest van deze teksten zijn definitief beslag moeten krijgen.

Wanneer we een welbepaald punt van die bijzondere wet ontleiden, namelijk de bevoegdheidsverruiming voor Gemeenschappen en Gewesten in strafwetaangelegenheden, moet het duidelijk zijn dat in het federaliseringsproces naar een nog grotere autonomie wordt gestreefd. De huidige wijzigingen op dat vlak vinden trouwens hun oorsprong in de vorige staatsvorming en meer bepaald in de bevoegdheidsoverdracht inzake milieurecht en jeugdrecht.

De deur naar de federalisering van Justitie is wat de strafwet betreft ook op een kier gezet. Laten we de wens uitspreken, en meer nog ons vertrouwen uitdrukken, dat de rechtspractici op een constructieve wijze onze inzichten in de praktijk uitvoeren, niet om de rechtsbescherming af te breken, maar om de wil van iedere wetgever te respecteren, ook al wordt het met gediversifieerde wetgevingen nog wat ingewikkelder. Wij leven nu eenmaal in een ingewikkelde samenleving waarin geen pasklare, eenvoudige oplossingen kunnen worden gevonden. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, je désire poser une question à M. Arts, à propos de l'interprétation qu'il donne de l'article 11, alinéa 2, lequel prévoit l'exigence de l'avis conforme du Conseil des ministres.

Si l'on organisait par décret la responsabilité pénale des personnes morales, en introduisant une nouvelle pénalisation, et si l'on reprenait dans le cadre de ce décret l'une des peines prévues par le livre premier du Code pénal, cela signifierait-il que l'avis conforme du Conseil des ministres serait requis uniquement pour la pénalisation, mais pas pour la peine?

De heer Arts. — Ja.

M. Cerexhe. — Je vous remercie.

M. le Président. — La parole est à M. Barzin.

M. Barzin. — Monsieur le Président, je tiens à vous faire part de quatre réflexions relatives à l'évolution du droit pénal et de quelques observations au sujet du droit de préemption.

Les principes du droit pénal ne sont plus exclusivement de la compétence fédérale, et je le regrette. La deuxième phrase de l'alinéa premier du nouvel article 11 de la loi spéciale énonce en effet que les dispositions du livre premier du Code pénal s'appliquent aux peines que les Communautés et les Régions édicteraient, hormis les exceptions qui peuvent être prévues par décret pour des infractions particulières.

Ce texte affirme donc un principe et immédiatement son contraire. C'est inquiétant, parce que le livre premier du Code pénal balise notre droit pénal en matière de qualification des infractions, de gradation des peines, de définition de la tentative, de la récidive ou du concours d'infraction, et de prise en compte, le cas échéant, de circonstances aggravantes, de circonstances atténuantes, de causes de justification et d'excuse.

Pendant des lustres, notre droit pénal a fait l'admiration des commentateurs, particulièrement en raison du livre premier qui en énonçait les principes. Ceux-ci peuvent maintenant être remis en question dans un cadre communautaire ou régional.

L'alinéa 2 du nouvel article 11 confirme cet état de choses: de nouvelles peines peuvent être édictées. De quelles peines s'agit-il? Nous sommes dans le brouillard le plus total à ce sujet. Va-t-on imaginer de nouvelles peines auxquelles on n'avait pas pensé? Je n'ai pas encore obtenu de réponse à ce sujet.

Il est inquiétant de constater que le texte proposé ne contient pas la moindre référence à une compétence fédérale réservée pour les principes généraux du livre premier concernant la qualification de l'infraction. Dans les rangs de la majorité, on justifie l'article 11 en affirmant qu'il est indispensable de pouvoir poursuivre les délits environnementaux. Cette justification ne me paraît pas pertinente en ce qui concerne les principes du droit pénal et la procédure. Il eût été préférable, à mon sens, de préserver un tronc commun.

Ma deuxième réflexion consiste à dire que la procédure pénale n'est plus exclusivement de la compétence de l'Etat fédéral, ce que je regrette. En effet, l'alinéa 3 du nouvel article 11 de la loi spéciale prévoit que les décrets peuvent définir la force probante des procès-verbaux. A ma connaissance, ce sont le Code pénal et le Code d'instruction criminelle qui règlent la force probante des procès-verbaux. Va-t-on donner aux procès-verbaux dressés par des officiers de police judiciaire régionaux une force probante différente de celle des procès-verbaux dressés par des officiers de police judiciaire fédéraux?

Par ailleurs, il est question que le décret puisse également régler les cas dans lesquels une perquisition est possible. Cette disposition touche fondamentalement au respect des droits individuels et, à ma connaissance, seul le juge d'instruction est habilité à décider d'une telle mesure, sauf en cas de flagrant délit ou lorsque le consentement de la personne incriminée est recueilli en la matière.

Cette disposition reprise au 3^o du troisième alinéa du nouvel article 11 s'intègre-t-elle, et dans quelle mesure, dans les pouvoirs laissés au juge d'instruction? J'aimerais obtenir des éclaircissements en la matière car ils pourraient se révéler très utiles aux praticiens.

J'en viens à une troisième réflexion: la compétence qui est transférée aux Régions et aux Communautés va accélérer une inflation des délits réglementaires. En effet, les Régions et les Communautés sont particulièrement intéressées non pas par la répression des délits de droit commun, mais par la répression des infractions relatives à des règlements particuliers. Selon moi, ce recours aux sanctions est une façon de légiférer que je qualifierai de facile. Il serait préférable, en effet, de réagir en amont des infractions plutôt que de prévoir, dans des textes, des sanctions à une situation qui a entraîné des infractions.

De façon plus fondamentale, ce foisonnement des délits réglementaires pose toute une série de problèmes.

Le premier d'entre eux concerne la connaissance qu'a ou non le public de ces règlements. En effet, si tous les Belges sont censés connaître la loi, il n'est pas facile, pour tout un chacun, d'être au courant des textes relatifs aux délits réglementaires.

Le deuxième problème concerne les conditions de l'infraction. En effet, les délits réglementaires sont caractérisés par le fait qu'ils peuvent être établis même s'il n'y a pas dol ou faute. Je crains qu'un tel système mène à une situation où les citoyens, dans leur vie quotidienne, pourront commettre des délits susceptibles d'être sanctionnés, et ce sans le savoir. Cet élément me paraît très important au niveau du respect de la loi ou du décret.

Le troisième problème relatif au foisonnement des délits réglementaires est relatif à la finalité du droit pénal. Ceux qui réfléchissent sur l'avenir du droit pénal pensent que celui-ci devrait être davantage humanisé, grâce à des procédures davantage protectrices, et en veillant également à ce que la peine corresponde au mieux au degré de culpabilité de l'auteur des infractions. Les dispositions pénales réglementaires produisent l'effet inverse, car on attend d'elles qu'elles servent d'exemples, et ainsi, on réprime lourdement ceux qui ne se soumettent pas à la règle énoncée par le décret.

En quatrième lieu, je m'interroge sur la répression des délits en question. En ce qui concerne le droit commun, la réprobation morale est très forte, et dans l'esprit des gens, toutes les infractions de droit commun devraient être poursuivies. En matière de délits

réglementaires, la répression est beaucoup plus inégale: il y a ceux qui passent à travers les mailles du filet, et ceux qui sont victimes d'une répression.

Ma dernière observation porte sur l'importance des peines. Les minima étant fixés à des degrés assez élevés, il n'est pas possible d'appliquer les circonstances atténuantes.

Tels sont les problèmes soulevés par ce glissement du droit vers le droit réglementaire et les sanctions administratives, comme l'a souligné M. Arts.

Le développement de ces infractions réglementaires assure en effet un bel avenir aux sanctions administratives. J'ai déjà évoqué ce point à l'occasion de l'insertion dans la Constitution de l'article 107 *quinquies* sur le Conseil d'Etat et les juridictions administratives lesquelles, je le rappelle, s'écartent du droit pénal commun et des règles de procédure. Dans ces conditions, je crains que nous ne soyons plus suffisamment protégés en matière de preuve et de droits de la défense.

En outre, la procédure risque d'être différente d'une Région à l'autre pour un même fait. Je crains que la Cour d'arbitrage ne puisse considérer pareille situation conforme à l'article 6 de la Constitution.

En conclusion sur cette partie de mon exposé, je dirai que l'accroissement des compétences pénales attribuées aux Communautés et aux Régions va à contre-courant du but actuellement poursuivi en matière de droit pénal, à savoir l'humaniser davantage par des procédures protectrices des droits de l'homme et par des peines qui correspondent, cas par cas, au degré de culpabilité des auteurs d'infractions. Ici, au contraire, on s'oriente vers une diminution de la protection et une déshumanisation des peines.

La deuxième partie de mon exposé porte sur le droit de préemption. A ce sujet, nous avons tenu un débat très intéressant en commission. J'ai fait part de mon regret que le droit de préemption, accordé de façon très générale aux Communautés et aux Régions, ne fasse pas l'objet d'une définition, ce qui me paraît être la moindre des choses.

Le débat en commission nous a quand même permis d'entendre M. le ministre Dehousse dire que ce droit ne pouvait en tout cas être conçu comme une expropriation détournée.

J'ai aussitôt demandé si on pouvait confirmer cette préoccupation par le fait qu'un droit de préemption ne puisse s'exercer au détriment financier du propriétaire du bien qui fait l'objet de ce droit.

Je souhaitais également savoir s'il était permis, dans un cas pouvant donner lieu à un droit de préemption, de retirer un bien de la vente. J'aimerais obtenir une réponse claire à cette question.

En commission, le rapporteur, M. Schiltz, a confirmé qu'en aucun cas, le droit de préemption ne pouvait se matérialiser par une perte financière dans le chef du propriétaire. M. Schiltz a ajouté que si un bien pouvait être retiré de la vente en l'absence de l'exercice du droit de préemption, il pourrait également l'être dans le cadre de l'exercice de ce droit, celui-ci ayant pour seul effet de substituer le bénéficiaire du droit de préemption à l'acquéreur ou à l'adjudicataire, suivant que le bien est vendu de gré à gré ou en vente publique. Sauf erreur de ma part, cette remarque ne figure pas *expressis verbis* dans le rapport. Je souhaiterais, dès lors, en obtenir la confirmation à l'occasion de ce débat.

En effet, si le droit de préemption ne peut, en aucun cas, être considéré comme une expropriation détournée, il va de soi que le vendeur ne doit subir aucun préjudice financier et qu'il ne peut être soumis à aucune contrainte. En d'autres termes, le droit de préemption n'enlève rien à la possibilité qu'a le vendeur de retirer son bien de la vente si ce retrait est autorisé en dehors de toute application de la réglementation sur le droit de préemption telle que prévue *in concreto*.

M. Schiltz, rapporteur. — Par « aucun préjudice financier », entendez-vous le fait qu'en aucun cas, le vendeur ne recevra moins que ce qu'il aurait perçu en l'absence d'exercice du droit de préemption?

M. Barzin. — Exactement.

Ma deuxième question est la suivante : si le droit commun autorise le retrait d'un bien de la vente, ce retrait est-il également permis en cas d'exercice d'un droit de préemption ?

M. Schiltz, rapporteur. — L'exercice d'un droit de préemption ne justifie pas la modification des conditions de la vente. Les modalités de cette dernière doivent évidemment être prévues avant la mise en vente. Elles doivent figurer dans le cahier des charges de la mise en vente ou dans l'offre formulée par le vendeur. Il n'est pas question, dans le chef du vendeur, de conclure une vente et de l'annuler ensuite après avoir pris connaissance du droit de préemption. Le droit de renoncer à la vente doit être prévu avant la conclusion de celle-ci avec le premier acquéreur ...

M. Barzin. — ... ou exister par le fait du droit commun.

Je me permets de vous soumettre un exemple. Supposons qu'une personne procède à la vente publique volontaire d'un immeuble. Au terme de la première ou de la deuxième vente publique, voire de l'expression d'une faculté de surenchère, il lui est loisible, s'étant rendu compte que le dernier montant proposé était insuffisant, de renoncer à la vente.

M. Schiltz, rapporteur. — Cela doit figurer dans les conditions de vente qui lient le vendeur.

M. Barzin. — En d'autres termes, l'exercice du droit de préemption ne doit pas amener le vendeur à se rétracter. Je comprends parfaitement cette notion.

Afin de clarifier tout à fait les choses, je reprends mon exemple portant sur la vente publique volontaire d'un immeuble. Au terme de la procédure, le vendeur estime que le prix offert n'est pas satisfaisant. Dans le cadre du droit commun, il peut refuser la vente et la reporter. Cependant, je souhaite attirer votre attention et obtenir une réponse complémentaire sur une variante. Entre-temps, le bénéficiaire d'un droit de préemption par le fait d'un décret a pu exercer ce droit. Donc, si quelqu'un fait usage du droit de préemption pour se substituer au dernier surenchérisseur qui pourrait devenir l'adjudicataire, cela n'empêche pas le vendeur de retirer son immeuble de la vente si, comme je l'ai expliqué tout à l'heure, il estime que le prix qui lui est offert ne le satisfait pas.

M. Schiltz, rapporteur. — Si cette possibilité est prévue dans le cahier des charges de mise en vente.

M. Barzin. — Ou si c'est prévu par la loi.

M. Schiltz, rapporteur. — En effet.

M. Barzin. — D'après le Code judiciaire.

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse, ministre.

M. Dehousse, ministre de la Politique scientifique. — Monsieur le Président, je partage tout à fait l'opinion de M. Schiltz.

Le vendeur n'est influencé en rien par le droit de préemption quant à son désir de mettre son bien en vente.

Il faut d'autre part que se dessine un accord sur le prix d'acquisition. C'est par rapport à ce dernier que peut jouer le droit de préemption. Dans ce sens, je souscris aux propos tenus en commission et en séance publique par M. Schiltz, c'est-à-dire que le droit de préemption ne peut pas influencer à la baisse le prix faisant l'objet de l'accord.

Le bien peut être retiré de la vente si le droit commun le permet. Par contre, le droit de préemption en lui-même ne crée pas la possibilité de retirer le bien de la vente si ladite possibilité ne préexiste pas par ailleurs.

M. Barzin. — Je vous remercie pour vos explications qui éclairent parfaitement la matière.

M. le Président. — La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, je voudrais intervenir à propos de la force probante d'un procès-verbal. M. Barzin a dit sa crainte que, par des décrets différents, on accorde des forces probantes différenciées. Je ne crois pas que c'est possible car la force probante est triple : elle est valable soit jusqu'à inscription en faux, soit jusqu'à preuve du contraire, soit encore uniquement comme simple renseignement. Or, la force probante n'est pas déterminée dans le livre premier du Code pénal. En conséquence, la possibilité de dérogation quant aux différentes forces probantes d'un procès-verbal n'existe pas. Les dérogations prévues à l'article 11 ou à l'article 5 ont trait au livre premier du Code pénal et non au Code d'instruction criminelle.

M. Barzin. — Vous voulez dire qu'il n'est pas possible que la force probante diffère de Région à Région ?

M. Cerexhe. — J'ai compris votre intervention comme signifiant que d'autres forces probantes que celles valables jusqu'à inscription en faux, jusqu'à preuve du contraire, ou comme simples renseignements, pouvaient exister. Or, ce n'est pas possible.

M. Barzin. — Ce n'était pas le sens de mon intervention.

M. le Président. — Mesdames, messieurs, je vous propose d'interrompre ici nos travaux.

Ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken. (*Instemming.*)

VOORSTELLEN

Inoverwegingneming

Mededeling van de Voorzitter

PROPOSITIONS

Prise en considération

Communication de M. le Président

De Voorzitter. — Er werden geen opmerkingen gemaakt betreffende de inoverwegingneming van de voorstellen waarvan sprake bij het begin van onze vergadering. Ik veronderstel dus dat de Senaat het eens is met de voorstellen van het Bureau.

Aucune observation n'ayant été formulée quant à la prise en considération des propositions dont il a été question au début de la séance, puis-je considérer qu'elles sont renvoyées aux diverses commissions compétentes ? (*Assentiment.*)

Dan zijn de voorstellen van wet in overweging genomen en naar de aangeduide commissies verwezen.

Ces propositions de loi sont donc prises en considération et renvoyées aux commissions indiquées.

De lijst van die voorstellen, met opgave van de commissies waarnaar ze zijn verwezen, verschijnt als bijlage bij de *Parlementaire Handelingen* van vandaag.

La liste des propositions, avec indication des commissions auxquelles elles sont renvoyées, paraîtra en annexe aux *Annales parlementaires* de la présente séance.

PROPOSITIONS DE LOI — VOORSTELLEN VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — Les propositions de loi ci-après ont été déposées :

1° Par M. Benker, visant à instaurer l'installation obligatoire d'un enregistreur électronique de données d'accident à bord des véhicules automobiles;

De volgende voorstellen van wet werden ingediend:

1° Door de heer Benker, strekkende om het installeren van een elektronische recorder van ongevalgegevens in auto's verplicht te maken;

2° Par M. Taminiaux, modifiant la loi du 20 février 1991 portant sur « les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur »;

2° Door de heer Taminiaux, tot wijziging van de wet van 20 februari 1991 « inzake de regels met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder »;

3° Par Mme Maximus et M. Stroobant, modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

3° Door mevrouw Maximus en de heer Stroobant, tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Ces propositions de loi seront traduites, imprimées et distribuées.

Deze voorstellen van wet zullen worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Il sera statué ultérieurement sur la prise en considération.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

INTERPELLATIES — INTERPELLATIONS

Verzoeken — Demandes

De Voorzitter. — Mevrouw Van Cleuvenbergen wenst de minister van Tewerkstelling en Arbeid te interpellieren over « studeren in het kader van het begeleidingsplan en de studies van verpleegkunde ».

Mme Van Cleuvenbergen désire interpellier le ministre de l'Emploi et du Travail sur « les études dans le cadre du plan d'encadrement et les études d'infirmier(ère) ».

De heer Vermeiren wenst de minister van Landsverdediging te interpellieren over:

1. « De bestemming van de voor vervreemding vatbare militaire domeinen »;

2. « De deelname van België aan het Eurocorps ».

M. Vermeiren désire interpellier le ministre de la Défense nationale sur:

1. « L'affectation de domaines militaires susceptibles d'être aliénés »;

2. « La participation de la Belgique à l'Eurocorps ».

De heer Bouchat wenst de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu te interpellieren over « de uitoefening van het controlerecht met betrekking tot de wijze waarop de subsidie wordt gebruikt, die door de Staat aan het Belgische Rode Kruis wordt toegekend voor de huisvesting van de kandidaat politieke vluchtelingen in de Centra van Nassogne en de Lint ».

M. Bouchat désire interpellier le ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement sur « l'exercice du droit de contrôle de l'usage fait de la subvention accordée par l'Etat à la Croix-Rouge de Belgique pour l'hébergement des candidats réfugiés politiques aux Centres de Nassogne et de Lint ».

De datum van deze interpellaties wordt later bepaald.

La date de ces interpellations sera fixée ultérieurement.

Nous poursuivrons nos travaux ce soir à 19 heures 45.

Wij zetten onze werkzaamheden voort vanavond om 19 uur 45.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 18 h 45 m.)

(De vergadering wordt gesloten om 18 h 45 m.)

